BBM & ASSOCIES

4, Rue Paul Valérien Perrin - B.P. 28

38171 SEYSSINET PARISET CEDEX

ODICEO

115, Boulevard Stalingrad – CS 52038

69616 VILLEURBANNE CEDEX

SAMSE S.A.

2, Rue Raymond Pitet

38030 GRENOBLE Cedex 2

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

BBM & ASSOCIES

4, Rue Paul Valérien Perrin - B.P. 28

38171 SEYSSINET PARISET CEDEX

ODICEO

115, Boulevard Stalingrad – CS 52038

69616 VILLEURBANNE CEDEX

SAMSE S.A.

2, Rue Raymond Pitet
38030 GRENOBLE Cedex 2

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société "SAMSE S.A.", tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire de votre société. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « première application des normes IFRS 10 et IFRS 11 » de l'annexe aux comptes consolidés qui présente les effets des changements de méthode issus notamment de l'application rétrospective des normes IFRS 10 (Etats financiers consolidés) et IFRS 11 (Partenariats).

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9, du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme décrit dans les notes 1 & 4.2 de l'annexe, le Groupe procède annuellement à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéterminée. Il évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des autres immobilisations corporelles et incorporelles. Nous avons examiné les procédures mises en œuvre dans ce cadre et nous avons vérifié le caractère approprié des informations fournies dans les notes 1 & 4.2 de l'annexe.

- La note 10 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des stocks. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans la note 10 de l'annexe.

- La note 11 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des créances. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans la note 11 de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Seyssinet et Villeurbanne, le 27 mars 2015

Les Commissaires aux Comptes

BBM & Associés, représenté par
Eric BACCI & Jean-Philippe BRET

ODICEO, représenté par
Sylvain BOCCON-GIBOD

TABLE DES MATIERES

INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE
ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DES SOCIETES INTEGREES
TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Note 1 - PRINCIPES COMPTABLES
Note 2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION ET EVOLUTION AU COURS DE L'ANNEE
Note 3 - TRANSITION AUX NORMES IFRS
Note 4 - ECARTS D'ACQUISITION
Note 5 - AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
Note 6 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES
Note 7 - TITRES MIS EN EQUIVALENCE
Note 8 - TITRES DE SOCIETES NON CONSOLIDEES
Note 9 - AUTRES ACTIFS FINANCIERS IMMOBILISES
Note 10 - STOCKS DE MARCHANDISES
Note 11 - CLIENTS ET COMPTES RATTACHES
Note 12 - AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION
Note 13 - DISPONIBILITES ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE
Note 14 - CAPITAUX PROPRES
Note 15 - PROVISIONS
Note 16 - IMPOTS SUR LES RESULTATS ET IMPOTS DIFFERES
Note 17 - PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS
Note 18 - FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES
Note 19 - AUTRES DETTES D'EXPLOITATION
Note 20 - CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE
Note 21 - CHARGES DE PERSONNEL
Note 22 - CHARGES EXTERNES
Note 23 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS
Note 24 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES DE L'EXPLOITATION COURANTE
Note 25 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS
Note 26 - PRODUITS DE TRESORERIE ET D'EQUIVALENTS DE TRESORERIE
Note 27 - COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT
Note 28 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS
Note 29 - FORMATION DU RESULTAT FINANCIER
Note 30 - CHARGE D'IMPOT
Note 31 - QUOTE PART DE RESULTAT NET DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE
Note 32 - RESULTAT PAR ACTION
Note 33 - ENGAGEMENTS HORS BILAN
Note 34 - INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES
Note 35 - INSTRUMENTS FINANCIERS
Note 36 - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDEES (PAR NATURE D'ACTIVITE)

INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

(en milliers d'euros)

1 - SUR L'ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE AU 31 DECEMBRE 2014

	2014	2013 (*)
Total de l'actif	858 445	816 585
Total des actifs non courants	345 761	338 516
Total des actifs détenus en vue de la vente	444	464
Capitaux propres - part attribuable aux actionnaires de SAMSE -	355 900	324 240
Capitaux propres - part attribuable aux intérêts non contrôlants -	47 367	46 335
Dividende par action	2,10	2,10
Endettement financier net	146 227	154 265
Ratio d'endettement financier	36,26%	41,63%

2 - SUR L'ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2014

	2014	2013 (*)
Chiffre d'Affaires	1 195 636	1 163 998
Résultat Opérationnel Courant	45 613	50 926
Taux de marge opérationnelle courante	3,81	4,38
Résultat opérationnel	45 030	50 493
Résultat net des sociétés intégrées	39 651	34 733
Dont part attribuable aux actionnaires de SAMSE	35 924	29 659
Dont part attribuable aux intérêts non contrôlants	3 727	5 074
Résultat net par action (en €)	10,66	8,83
Résultat net dilué par action (en €)	10,66	8,83

(*) *Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective des normes IFRS 10 et IFRS 11.*

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

(en milliers d'euros)

		Au 31 Décembre	
		2014 Valeur nette	2013 Valeur nette (*)
	notes		
ACTIFS NON COURANTS		**345 761**	**338 516**
Ecarts d'acquisition	04	46 820	45 658
Autres immobilisations incorporelles	05	1 988	2 246
Immobilisations corporelles	06	246 737	230 361
Titres mis en équivalence	07	39 423	38 410
Titres de sociétés non consolidées	08	4 883	8 009
Autres actifs immobilisés	09	4 334	12 380
Impôts différés actifs	16	1 576	1 452
ACTIFS COURANTS		**512 240**	**477 605**
Stocks de marchandises	10	236 939	216 737
Clients et comptes rattachés	11	143 351	145 449
Autres créances	12	74 886	62 361
Disponibilités et équivalents de trésorerie	13	57 064	53 058
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	06	444	**464**
TOTAL DE L'ACTIF		**858 445**	**816 585**

		Au 31 Décembre	
		2014	2013
	notes		
CAPITAUX PROPRES		**403 267**	**370 575**
Capitaux propres - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	14	355 900	324 240
Capitaux propres - part attribuable aux intérêts non contrôlants	14	47 367	46 335
DETTES NON COURANTES		**134 483**	**136 285**
Provisions	15	12 534	9 848
Impôts différés passifs	16	8 410	9 477
Dettes financières à long terme	17	113 539	116 960
DETTES COURANTES		**320 695**	**309 725**
Provisions	15	2 645	2 475
Fournisseurs et comptes rattachés	18	152 684	145 845
Dettes financières à court terme	17	89 752	90 362
Autres dettes	19	75 614	71 043
TOTAL DU PASSIF		**858 445**	**816 585**

(*) *Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective des normes IFRS 10 et IFRS 11.*

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)

	notes	Exercices 2014	2013 (*)
CHIFFRE D'AFFAIRES	**20**	**1 195 636**	**1 163 998**
Autres produits de l'activité	**20**	24	61
Achats et variation de stocks		-829 417	-810 669
Charges de personnel	**21**	-178 800	-170 923
Charges externes	**22**	-88 746	-82 172
Impôts et taxes		-20 822	-19 600
Dotations aux amortissements		-28 158	-27 068
Dotations aux provisions et dépréciations	**23**	-4 673	-2 166
Autres produits et charges de l'exploitation courante	**24**	569	-535
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		**45 613**	**50 926**
Taux de marge opérationnelle courante		**3,81%**	**4,38%**
Autres produits et charges opérationnels	**25**	-583	-433
RESULTAT OPERATIONNEL		**45 030**	**50 493**
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	**26**	589	653
Coût de l'endettement financier brut	**27**	-4 028	-4 220
Coût de l'endettement financier net		**-3 439**	**-3 567**
Autres produits et charges financiers	**28**	8 185	2 036
RESULTAT FINANCIER	**29**	**4 746**	**-1 531**
Charge d'impôt	**30**	-13 124	-17 192
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	**31**	2 999	2 963
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		**39 651**	**34 733**
Résultat net - Part attribuable aux actionnaires de SAMSE		35 924	29 659
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants		3 727	5 074
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	**32**	3 368 801	3 357 727
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	**32**	3 368 801	3 357 727
RESULTAT NET PAR ACTION (en €)	**32**	**10,66**	**8,83**
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION (en €)	**32**	**10,66**	**8,83**

RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	**39 651**	**34 733**
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-1 866	2 230
Impôts différés sur les éléments ci-dessus	75	-92
Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	**-1 791**	**2 138**
Écarts actuariels sur régimes de retraite à prestations définies	-1 752	-289
Impôts différés sur écarts actuariels	584	96
Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	**-1 168**	**-193**
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL NET D'IMPOTS	**-2 959**	**1 945**
RESULTAT GLOBAL TOTAL ANNUEL	**36 692**	**36 678**
Résultat global total annuel - Part attribuable aux actionnaires de Samse	32 999	31 607
Résultat global total annuel - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	3 693	5 071

(*) *Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective des normes IFRS 10 et IFRS 11.*

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DES SOCIETES INTEGREES

(en milliers d'euros)

	Exercices				
	2014	% SUR C.A	2013 (*)	% SUR C.A	% de variation 2014/2013
CHIFFRE D'AFFAIRES	**1 195 636**		**1 163 998**		**2,72**
Dont Chiffre d'affaires Négoce	963 366	80,57	955 694	82,10	0,80
Dont Chiffre d'affaires Bricolage	232 270	19,43	208 304	17,90	11,51
Autres produits de l'activité	24		61		
Achats et variation de stocks	-829 417	-69,37	-810 669	-69,65	2,31
Charges de personnel	-178 800	-14,95	-170 923	-14,68	4,61
Charges externes	-88 746	-7,42	-82 172	-7,06	8,00
Impôts et taxes	-20 822	-1,74	-19 600	-1,68	6,23
Dotations aux amortissements	-28 158	-2,36	-27 068	-2,33	4,03
Dotations aux provisions et dépréciations	-4 673	-0,39	-2 166	-0,19	115,74
Autres produits et charges de l'exploitation courante	569	0,05	-535	-0,05	-
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	**45 613**	**3,81**	**50 926**	**4,38**	**-10,43**
Dont ROC Négoce	34 809	3,61	41 222	4,31	-15,56
Dont ROC Bricolage	10 804	4,65	9 704	4,66	11,34
Autres produits et charges opérationnels	-583	-0,05	-433	-0,04	-
RESULTAT OPERATIONNEL	**45 030**	**3,77**	**50 493**	**4,34**	**-10,82**
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	589	0,05	653	0,06	-9,80
Coût de l'endettement financier brut	-4 028	-0,34	-4 220	-0,36	-4,55
Coût de l'endettement financier net	**-3 439**	**-0,29**	**-3 567**	**-0,31**	**-3,59**
Autres produits et charges financiers	8 185	0,68	2 036	0,17	302,01
RESULTAT FINANCIER	**4 746**	**0,40**	**-1 531**	**-0,13**	**-**
Charge d'impôt	-13 124	-1,10	-17 192	-1,48	-23,66
Quote part résultat net des sociétés mises en équivalence	2 999	0,25	2 963	0,25	1,21
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	**39 651**	**3,32**	**34 733**	**2,98**	**14,16**

Présentation de la performance dans le compte de résultat

Le Groupe SAMSE fait état d'un agrégat intermédiaire intitulé "Résultat Opérationnel Courant" (ROC), et prend en compte la recommandation 2009-R.03 du CNC qui propose l'utilisation d'un indicateur du niveau de performance opérationnelle pouvant servir à une approche prévisionnelle de la performance récurrente.

Conformément à cette recommandation, ont été exclus du Résultat Opérationnel Courant, les plus ou moins values dégagées lors de la cession d'éléments de l'actif immobilier, les charges de restructurations ou de fermetures d'agences, ainsi que tout autre élément significatif et non récurren qui fausserait la lecture de la performance du Groupe.

Les éléments exclus sont précisément décrits dans la note 25 - Autres produits et charges opérationnels.

Il est fait usage en interne de cet indicateur intermédiaire (ROC), au dessus du résultat opérationnel, au titre de l'information sectorielle (note 36).

(*) *Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective des normes IFRS 10 et IFRS 11.*

	REPARTITION DU CA PAR ACTIVITE (%)		REPARTITION DU ROC PAR ACTIVITE (%)	
	2014	**2013**	2014	**2013**
Négoce	80,57	82,10	76,31	80,95
Bricolage	19,43	17,90	23,69	19,05
	100,00	**100,00**	100,00	**100,00**

TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)

	Exercices	
	2014	2013 (*)
Résultat net consolidé - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	35 924	29 659
Part des intérêts non contrôlants	3 727	5 074
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence nette des dividendes reçus	-1 390	-1 548
Amortissements et provisions	32 835	28 688
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	13 123	17 192
Impôts versés	-14 693	-15 779
Résultat sur cessions d'actifs	-7 171	-982
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	168	-72
Charges liées aux stock-options	-251	126
Gains et pertes liés à des variations de parts d'intérêts avec prise de contrôle	-1 651	
Autres produits et charges calculés		
Capacité d'autofinancement	60 621	**62 358**
Coût de l'endettement financier net	3 439	3 567
Variation du besoin en fonds de roulement	-13 962	-13 342
Flux de trésorerie généré par l'activité	50 098	**52 583**
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-31 136	-35 925
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3 205	8 284
Subvention d'investissement	-4	-4
Incidence des variations de périmètre (acquisitions)	-8 878	-703
Incidence des variations de périmètre (cessions)		
Acquisitions d'immobilisations financières	-7 328	-6 029
Diminution d'immobilisations financières	6 296	2 267
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-37 845	**-32 110**
Dividendes versés aux actionnaires de la Société Mère	-7 262	-6 916
Dividendes sur actions auto-détenues	220	203
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-1 560	-1 469
Augmentation de capital en numéraire		
Acquisition ou cession d'intérêts minoritaires	-922	-317
Intérêts financiers nets versés	-3 439	-3 567
Emission d'emprunts	60 396	50 457
Remboursements d'emprunts	-58 013	-57 628
Autocontrôle	-101	-756
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-10 681	**-19 993**
AUGMENTATION OU DIMINUTION DE LA TRESORERIE	1 572	**480**
Disponibilités et équivalents de trésorerie à l'ouverture	16 713	**15 345**
Reclassement de trésorerie	4 073	**888**
Disponibilités et équivalents de trésorerie à la clôture	22 358	**16 713**

Détails complémentaires du tableau consolidé des flux de trésorerie :

	Exercices	
	2014	2013 (*)
Variation des stocks	-8 199	-7 801
Variation des créances clients et autres débiteurs	-8 893	3 942
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	3 175	-9 435
Intérêts courus non échus	-45	-48
Variation du besoin en fonds de roulement	**-13 962**	**-13 342**
Acquisitions de participations avec prise de contrôle	-5 686	-786
Trésorerie nette apportée par les filiales entrantes dans le périmètre	-3 192	83
Incidence des variations de périmètre (acquisitions)	**-8 878**	**-703**
Cessions de participations avec perte de contrôle		
Trésorerie nette cédée par les filiales sortantes du périmètre		
Incidence des variations de périmètre (cessions)	**0**	**0**
Acquisition d'immobilisations incorporelles brutes	-558	-2 344
Acquisition d'immobilisations corporelles brutes	-29 387	-33 350
Variation des créances sur cessions d'immobilisations	-970	299
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations	-221	-530
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	**-31 136**	**-35 925**

(*) *Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective des normes IFRS 10 et IFRS 11.*

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en milliers d'euros)

	Capital	Primes	Ecarts de réévaluation	Réserves consolidées	Eléments constatés directement en capitaux propres	Résultat de l'exercice	Part attribuable aux actionnaires de SAMSE	Intérêts non contrôlants	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2012 publié	**3 458**	**44 722**	**306**	**222 541**	**418**	**30 805**	302 250	**43 282**	**345 532**
Retraitements IFRS 10 et 11								170	170
Solde au 31 décembre 2012 retraité	**3 458**	**44 722**	**306**	**222 541**	**418**	**30 805**	302 250	**43 452**	**345 702**
Inscription en réserves du résultat 2012				30 805		-30 805			
Résultat consolidé de l'exercice 2013						29 659	29 659	5 074	34 733
Distributions effectuées				-6 713			-6 713	-1 469	-8 182
Retraitement des actions gratuites				126			126		126
Impact des actions auto-détenues				-708			-708		-708
Ajustement de juste valeur des titres					2 138		2 138		2 138
Gains / Pertes actuariels					-190		-190	-3	-193
Variation du % d'intérêts				-353			-353	322	-31
Engagement de rachat de minoritaires				-1 966			-1 966	-1 041	-3 007
Autres mouvements				-3			-3		-3
Solde au 31 décembre 2013	**3 458**	**44 722**	**306**	**243 729**	**2 366**	**29 659**	324 240	**46 335**	**370 575**
Inscription en réserves du résultat 2013				29 659		-29 659			
Résultat consolidé de l'exercice 2014						35 924	35 924	3 727	39 651
Distributions effectuées				-7 042			-7 042	-1 560	-8 602
Retraitement des actions gratuites				-251			-251		-251
Plus et moins values de cession sur actions auto-détenues				3 776			3 776		3 776
Impact de la variation des actions auto-détenues				4 948			4 948		4 948
Ajustement de juste valeur des titres					-1 791		-1 791		-1 791
Gains / Pertes actuariels					-1 134		-1 134	-34	-1 168
Variation du % d'intérêts				-2 757			-2 757	-774	-3 531
Engagement de rachat de minoritaires				-1			-1	-326	-327
Autres mouvements				-12			-12	-1	-13
Solde au 31 décembre 2014	**3 458**	**44 722**	**306**	**272 049**	**-559**	**35 924**	355 900	**47 367**	**403 267**

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

En septembre 2014, un protocole permettant le rapprochement à terme du Groupe SAMSE et du Groupe CRH a été signé. L'accord se traduit par le renforcement du partenariat entre Dumont Investissement, actionnaire majoritaire de SAMSE (avec 56,2% du capital) et CRH France Distribution, actionnaire de référence depuis 1996 (avec 21,1% du capital). Il prévoit ensuite la faculté pour CRH d'en devenir l'actionnaire majoritaire en 2020, à un prix déterminé par une formule égale à la moyenne pondérée d'un multiple d'EBITDA et d'un multiple basé sur les capitaux propres. Cette faculté peut être exercée dès 2018 si les deux partenaires en ont la volonté commune.

Le 17 septembre 2014, un protocole d'acquisition a été signé pour le rachat des 45% d'intérêts minoritaires relatifs au sous-groupe SC INV (DORAS) actuellement détenus par CRH France. Le prix d'acquisition a été fixé à 36,6 millions d'euro Cette opération, notifiée sur janvier 2015, est soumise à l'accord de l'autorité de la concurrence (cf. note sur les événements postérieurs à la clôture des comptes).

En octobre 2014, le Groupe a complété sa participation (100%) dans les Ets Pierre Henry et Fils et Bois Mauris Oddos (précédemment détenus respectivement à 74.90% et 90.63%). Ces opérations ont été financées par un échange de titres auto-détenus à hauteur de 11,2 millions d'euros (sans impact sur le résultat) et par le produit de la cession de titres financiers immobilisés ayant généré une plus-value financière de 6,5 millions d'euros.

Les mouvements de périmètre intervenus au cours de l'exercice 2014 sont détaillés en note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Notes aux états financiers consolidés

SAMSE est une société anonyme de droit français, cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment B. La société SAMSE et ses filiales sont ci-après dénommées "le Groupe" ou "le Groupe SAMSE". Le siège social de la société SAMSE est situé à 2 rue Raymond Pitet - 38030 GRENOBLE. Les états financiers consolidés au 31 décembre 2014 reflètent la situation comptable de la société SAMSE et de ses filiales et coentreprises, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées.
Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 ont été arrêtés par le Directoire du 4 mars 2015, examinés par le Conseil de Surveillance du 6 mars 2015 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 7 mai 2015.

Note 1 - PRINCIPES COMPTABLES

APPLICATION DES NORMES, REGLEMENTS ET INTERPRETATIONS DES NORMES

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et publié au Journal Officiel de l'Union Européenne .
Le référentiel IFRS comprend les Normes IFRS, les Normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Commitee) telles que publiées par l'IASB. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm).
Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE ont été établis selon les principes généraux des IFRS : image fidèle, continuité d'exploitation, méthode de la comptabilité d'engagement, permanence de la présentation, importance relative et regroupement.

BASE DE PREPARATION

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées de manière permanente aux périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte des nouvelles normes et interprétations décrites ci-après.
Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros.

NORMES, AMENDEMENTS DE NORMES ET INTERPRETATIONS APPLICABLES A PARTIR DE L'EXERCICE OUVERT AU 1er JANVIER 2014

Les normes, amendements et interprétations mentionnés ci-dessous sont appliqués pour la première fois sur l'exercice.

- IFRS 10 – Etats financiers consolidés.
- IFRS 11 – Partenariats.
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités.
- Amendements à IFRS 10, 11 et 12 : dispositions transitoires.
- IAS 27 révisée – États financiers individuels.
- IAS 28 révisée – Participations dans les entreprises associées et coentreprises.
- Amendement à IAS 32 – Compensation des actifs et passifs financiers.
- Amendement à IAS 36 – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers.
- Amendement à IAS 39 – Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture.
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 – Entités d'investissement.

Les normes IFRS 10 et IFRS 11, dont l'application est rétrospective, ont un impact sur les comptes du Groupe.
Cet impact reste toutefois modéré, comme le montrent les tableaux matérialisant les retraitements des périodes comparatives, présentés plus bas dans le présent document. La norme IFRS 12 a un impact sur les informations données en annexe.

Les autres textes mentionnés ci-dessus n'ont pas engendré d'incidence notable sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2014.

NORMES ET INTERPRETATIONS D'APPLICATION ULTERIEURE AU SEIN DE L'UNION EUROPEENNE

Textes adoptés par l'Union Européenne:

- IFIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique (applicable aux périodes ouvertes à compter du 17 juin 2014).

Textes non adoptés par l'Union Européenne:

- IFRS 9 – Instruments financiers : classifications et évaluations, et amendements subséquents à IFRS 9 et IFRS 7.
- IFRS 14 – Comptes de report réglementaires.
- IFRS 15 – Produits provenant des contrats avec les clients.
- Amendement à IAS 19 – Avantages du personnel.
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 – Clarification sur les méthodes de dépréciation et d'amortissement acceptables.
- Améliorations des normes IFRS – Décembre 2013.

Le Groupe n'a appliqué aucun de ces nouveaux amendements ou nouvelles normes/interprétations par anticipation, et est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à leur première application.

PREMIERE APPLICATION DES NORMES IFRS 10 et IFRS11

La norme IFRS 11 supprime la méthode de l'intégration proportionnelle applicable aux entités contrôlées conjointement. Les partenariats qualifiés de coentreprises sont désormais consolidés par mise en équivalence et les partenariats qualifiés d'activités conjointes sont consolidés suivant le pourcentage d'intérêt propre à chaque élément du bilan et du compte de résultat.

La société BOURG MATERIAUX a été qualifiée de coentreprise. Cette société, consolidée par intégration proportionnelle jusqu'au 31 décembre 2013, a été consolidée par mise en équivalence à compter du 1er janvier 2014.

Il n'existe pas d'activité conjointe au sein du périmètre du Groupe.

Suite à l'application de la norme IFRS 10, la société MAT APPRO est consolidée par intégration globale à compter du 1er janvier 2014.

Retraitement des comptes consolidés 2013 - application rétrospective des normes IFRS 10 et IFRS 11

Les normes IFRS 10 et IFRS 11 sont d'application rétrospective. Les impacts des retraitements liés à l'application de ces normes sur les principaux éléments publiés

des comptes consolidés de 2013 sont détaillés ci-après :

Retraitements du compte de résultat consolidé 2013 :

	31-déc-13 Publié	Retraitements IFRS 10 et 11	31-déc-13 Retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	**1 168 404**	**-4 406**	**1 163 998**
Autres produits de l'activité	61		61
Achats et variation de stocks	-813 963	3 294	-810 669
Charges de personnel	-171 250	327	-170 923
Charges externes	-82 794	622	-82 172
Impôts et taxes	-19 642	42	-19 600
Dotations aux amortissements	-27 137	69	-27 068
Dotations aux provisions et dépréciations	-2 129	-37	-2 166
Autres produits et charges de l'exploitation courante	-544	9	-535
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	**51 006**	**-80**	**50 926**
Taux de marge opérationnelle courante	**4,37%**		**4,38%**
Autres produits et charges opérationnels	-433		-433
RESULTAT OPERATIONNEL	**50 573**	**-80**	**50 493**
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	655	-2	653
Coût de l'endettement financier brut	-4 232	12	-4 220
Coût de l'endettement financier net	**-3 577**	**10**	**-3 567**
Autres produits et charges financiers	2 027	9	2 036
RESULTAT FINANCIER	**-1 550**	**19**	**-1 531**
Charge d'impôt	-17 207	15	-17 192
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	2 878	85	2 963
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	**34 694**	**39**	**34 733**
Résultat net - Part attribuable aux actionnaires de SAMSE	29 659		29 659
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	5 035	39	5 074
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	3 357 727		3 357 727
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	3 357 727		3 357 727
RESULTAT NET PAR ACTION (en €)	**8,83**	**0**	**8,83**
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION (en €)	**8,83**	**0**	**8,83**

Retraitements de la situation financière consolidée au 31 décembre 2013 :

	31-déc-13 Valeur nette Publié	Retraitements IFRS 10 et 11	31-déc-13 Valeur nette Retraité
ACTIFS NON COURANTS	**337 650**	**866**	**338 516**
Ecarts d'acquisition	45 673	-15	45 658
Autres immobilisations incorporelles	2 246		2 246
Immobilisations corporelles	230 485	-124	230 361
Titres mis en équivalence	37 856	554	38 410
Titres de sociétés non consolidées	8 009		8 009
Autres actifs immobilisés	11 930	450	12 380
Impôts différés actifs	1 451	1	1 452
ACTIFS COURANTS	**479 413**	**-1 808**	**477 605**
Stocks de marchandises	217 631	-894	216 737
Clients et comptes rattachés	145 954	-505	145 449
Autres créances	62 682	-321	62 361
Disponibilités et équivalents de trésorerie	53 146	-88	53 058
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	**464**		**464**
TOTAL DE L'ACTIF	**817 527**	**-942**	**816 585**

	31-déc-13 Publié	Retraitements IFRS 10 et 11	31-déc-13 Retraité
CAPITAUX PROPRES	**370 390**	**185**	**370 575**
Capitaux propres - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	324 240		324 240
Capitaux propres - part attribuable aux intérêts non contrôlants	46 150	185	46 335
DETTES NON COURANTES	**136 737**	**-452**	**136 285**
Provisions	9 847	1	9 848
Impôts différés passifs	9 480	-3	9 477
Dettes financières à long terme	117 410	-450	116 960
DETTES COURANTES	**310 400**	**-675**	**309 725**
Provisions	2 465	10	2 475
Fournisseurs et comptes rattachés	146 366	-521	145 845
Dettes financières à court terme	90 372	-10	90 362
Autres dettes	71 197	-154	71 043
TOTAL DU PASSIF	**817 527**	**-942**	**816 585**

Retraitements du tableau consolidé des flux de trésorerie 2013 :

	31-déc-13 Publié	Retraitements IFRS 10 et 11	31-déc-13 Retraité
Capacité d'autofinancement	62 439	-81	62 358
Flux de trésorerie généré par l'activité	52 678	-95	52 583
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-32 155	45	-32 110
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-20 103	110	-19 993
AUGMENTATION OU DIMINUTION DE LA TRESORERIE	420	60	480
Disponibilités et équivalents de trésorerie à l'ouverture	15 493	-148	15 345
Reclassement de trésorerie	888		888
Disponibilités et équivalents de trésorerie à la clôture	16 801	-88	16 713

BASES D'EVALUATION

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des actifs et passifs acquis dans le cadre des regroupements d'entreprises, des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur.
Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les valeurs comptables des actifs et passifs couverts et de leurs instruments de couverture sont évalués à leur juste valeur.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET HYPOTHESES

La préparation des états financiers implique que la Direction Générale du Groupe procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et passifs du bilan consolidé, sur les charges et produits du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe.
Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations afin d'ajuster les hypothèses.
Toutefois, les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.
Les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugements au 31 décembre 2014 sont les suivants :

. L'évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles
. L'évaluation des engagements de retraite et assimilés
. L'estimation des provisions pour risques et charges
. La valeur de réalisation des stocks et des créances

Les estimations utilisées par le Groupe sur ces différents thèmes sont détaillées dans les notes spécifiques se rapportant à chaque rubrique.

PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

Périmètre

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE comprennent les comptes de la société SAMSE (société consolidante) et de toutes ses filiales contrôlées directement ou indirectement, les filiales détenues conjointement ainsi que les sociétés sous influence notable.

Le périmètre de consolidation du Groupe, ainsi que son évolution au cours de l'année 2014, sont présentés en note 2.

Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe a le contrôle exclusif ou majoritaire, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale avec constatation des droits des actionnaires minoritaires.
Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de 50 % des droits de vote, a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise ou le pouvoir de nommer (ou de révoquer) la majorité des membres du conseil d'administration (ou de l'organe de direction équivalent) ou de réunir la majorité des droits de vote aux réunions de cet organe, lorsque le contrôle est exercé par celui-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière, mais dont il n'a pas le contrôle.
Les sociétés concernées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée existée lorsque plus de 20 % des droits de vote sont détenus.
Le pouvoir de décision détenu est également pris en compte.

Les coentreprises sont les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, c'est-à-dire dont il partage le contrôle des activités économiques en vertu d'un accord contractuel. Les coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence conformément à l'application de la norme IFRS 11.

Les titres de sociétés non significatives ou dans lesquelles le Groupe n'exerce pas d'influence notable sont classés en tant qu'actifs financiers disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains et pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisés en capitaux propres.

Engagements de rachat de minoritaires

Lorsqu'il existe des options croisées d'achat et de vente contractées avec un minoritaire sur des titres d'une société du Groupe, ces options sont considérées en substance comme des contrats fermes d'achats/ventes avec différé de paiement.
Les engagements d'achat donnés relatifs aux filiales consolidées par intégration globale sont comptabilisés en "passifs financiers" pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé de l'option lorsque cette option est à prix fixe, et pour sa juste valeur lorsque cette dernière est à prix variable.

Les options émises avant la date de première application de la version révisée de la norme IAS 27 sont traitées selon la méthode du "goodwill en cours" et celles émises après cette date sont traitées comme des transactions entre actionnaires (impacts enregistrés dans les capitaux propres).

Transactions internes

Les soldes et les transactions intra-Groupe ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-Groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation. Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises mises en équivalence sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement. Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Intérêts non contrôlants

Les intérêts non contrôlants sont définis comme la part d'intérêts dans une filiale qui n'est pas attribuable directement ou indirectement à la société mère.
Les transactions réalisées avec les actionnaires minoritaires induisant une variation de parts d'intérêt de la société mère sans prise ou perte de contrôle affectent uniquement les capitaux propres.

Si les capitaux propres de fin de période d'une société consolidée sont négatifs, la part des intérêts minoritaires dans ces capitaux propres est prise en charge par le Groupe, sauf si les tiers ont une obligation expresse de combler leur quote-part de pertes. Si ces sociétés redeviennent bénéficiaires, la part du Groupe dans leur résultat est prise en compte par l'actionnaire majoritaire à hauteur des pertes comptabilisées antérieurement.

Ecarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à IFRS 3 révisée depuis le 1er janvier 2010, et selon IFRS 3 pour les acquisitions ayant eu lieu avant cette date. La contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition. A la date de prise de contrôle et pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter soit pour un écart d'acquisition partiel (se limitant à la quote-part acquise par le Groupe) soit pour un écart d'acquisition complet. Dans le cas d'une option pour la méthode de l'écart d'acquisition complet, les intérêts ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur et le Groupe comptabilise un écart d'acquisition sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables. Cette option s'applique transaction par transaction. Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2010 étaient traités selon la méthode de l'écart d'acquisition partiel, seule méthode applicable avant IFRS 3 révisée.
Les frais directement attribuables à la prise de contrôle sont comptabilisés en charges de la période où ils sont encourus.
L'acquisition ultérieure d'intérêts minoritaires ne donne pas lieu à la constatation d'un écart d'acquisition complémentaire.
L'analyse des écarts d'acquisition est finalisée durant la période d'évaluation, soit 12 mois à compter de la date de la prise de contrôle. En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de cette participation est enregistrée directement en résultat. Par ailleurs, les compléments de prix sont inclus dans la contrepartie transférée à leur juste valeur dès la date d'acquisition et quelle que soit leur probabilité de survenance. Durant la période d'évaluation, les ajustements ultérieurs trouvent leur contrepartie en écart d'acquisition lorsqu'ils se rapportent à des faits et circonstances existant lors de l'acquisition ; à défaut et au-delà, les ajustements de compléments de prix sont comptabilisés directement en résultat, sauf si les compléments de prix avaient comme contrepartie un instrument de capitaux propres. Dans ce dernier cas, le complément de prix n'est pas réévalué ultérieurement.

Les écarts d'acquisition concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence sont classés dans le poste du bilan " Titres mis en équivalence ".

Impôts

La rubrique " charge d'impôt " sur le compte de résultat consolidé correspond à l'impôt exigible de chaque filiale consolidée, corrigé des impositions différées. Les impôts différés sont comptabilisés dans les capitaux propres lorsqu'ils proviennent d'éléments imputés en capitaux. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs (analyse bilancielle).
Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des règlementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.
Les actifs et passifs d'impôt différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires respectivement déductibles et imposables.
L'activation des impôts différés liés à des déficits fiscaux ou moins values reportables est limitée à ceux dont la récupération est fortement probable, compte tenu de perspectives bénéficiaires. Les déficits fiscaux suivent le régime fiscal des sociétés françaises et sont donc indéfiniment reportables.
Les actifs et passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur.
Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou leur coût de production pour le Groupe. Ce coût comprend tous les coûts directement attribuables à la préparation de l'utilisation de ces incorporels.
Il est diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant.
Les autres immobilisations incorporelles comprennent essentiellement les marques et les logiciels acquis.
Les marques déposées ou acquises ont une durée d'utilité indéfinie car elles n'ont pas vocation à être cédées ou remplacées par une autre marque du Groupe. A ce titre, elles ne sont pas amorties.
Les logiciels créés en interne sont amortis sur leur durée d'utilité estimée. Les logiciels acquis sont amortis sur trois années.
Le mode d'amortissement et les durées d'utilité sont révisés au moins à la clôture de chaque exercice. Le cas échéant, l'incidence des modifications de ceux-ci est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable .

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur.
Les autres immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant. Le coût d'acquisition inclut tous les coûts directement attribuables à sa création ou son acquisition et au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction.
Les intérêts des emprunts relatifs à l'acquisition des immobilisations corporelles sont comptabilisés en charges. Ils ne sont pas immobilisés dans le coût de l'actif.
Les subventions d'investissements sont comptabilisées au passif du bilan, en tant que " produits différés " et réparties systématiquement au compte de résultat, sur une durée propre à permettre leur rattachement aux coûts qu'elles sont censées compenser.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction des composants identifiés et de leurs durées d'utilité effectives.

Constructions et aménagements selon les différents composants retenus (1)	8 - 30 ans
Matériels et outillages industriels	5 - 8 ans
Matériels de transport	5 - 8 ans
Agencements et aménagements mobiliers	6 - 10 ans
Matériel de bureau	3 - 6 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans

(1) Les différents composants retenus sont les suivants :

Structure plateforme et bâtiment	30 ans
Toiture	20 ans
Second œuvre	10 ans
Chauffage / Climatisation / Electricité	10 ans
Enrobés et clôtures	8 ans

Le Groupe a retenu des valeurs résiduelles pour deux catégories d'immobilisations corporelles : les matériels de manutention et les matériels de transport. Ces actifs sont destinés à être remplacés au terme de leur durée d'utilité, mais conservent une valeur de marché.
Le mode d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont revues au moins à chaque fin de période annuelle.
Le cas échéant, l'incidence des modifications de ceux-ci est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable .
Les gains et pertes de cessions d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le prix de cession à la valeur nette comptable. Ils sont enregistrés au compte de résultat sur la ligne "autres produits et charges de l'exploitation courante" en ce qui concerne les gains ou pertes des cessions de matériels de l'exploitation courante ; sur la ligne "autres produits et charges opérationnels" en ce qui concerne les gains ou pertes des cessions d'ensembles immobiliers.

Dépréciation des actifs immobilisés hors financiers

Le Groupe réalise régulièrement des tests de dépréciation sur la valeur des actifs suivants : écarts d'acquisition, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles.
D'une manière générale, ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.
Le déclenchement d'un test de dépréciation est réalisé généralement lorsqu'un indice de perte de valeur est mis en évidence, notamment par une perte d'exploitation non conjoncturelle.

Dépréciation des écarts d'acquisition

Les tests de dépréciation sont effectués au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur.
Pour réaliser ces tests, les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou à des groupements d'UGT.
Le Groupe répartit ses activités en 2 segments de reporting (bricolage et négoce), chaque segment regroupant plusieurs UGT.
L'UGT correspond au site physique d'un magasin ou d'une agence ou d'un ensemble de magasins ou agences si ces derniers se situent sur une même zone géographique, et ne présentent pas de risque de compensation de perte de valeur.
La méthode consiste à comparer la valeur nette comptable de l'UGT ou du groupe d'UGT, à laquelle l'écart d'acquisition est affecté, avec sa valeur recouvrable. Cette dernière correspond au montant le plus élevé entre d'une part, la valeur de marché diminuée des coûts de vente et d'autre part, la valeur d'utilité qui est estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs reflétant la rentabilité attendue des actifs attachés à l'UGT ou au groupe d'UGT.
Si la valeur de marché n'est pas corroborée par des transactions récentes similaires, l'utilisation des projections actualisées des flux de trésorerie futurs est privilégiée pour déterminer la valeur recouvrable.
Les flux de trésorerie futurs sont déterminés hors frais financiers à partir des projections sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale. La valeur terminale est calculée à partir de la capitalisation à l'infini du dernier flux de trésorerie normalisé, basée sur un taux de croissance à long terme. Les flux de trésorerie sont actualisés sur la base du coût moyen pondéré du capital du groupe, utilisé comme taux d'actualisation, et s'élevant à 8,2 % pour 2014 (8,7 % en 2013). Ces taux d'actualisation sont des taux après impôts appliqués à des flux de trésorerie après impôts.
Leur utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des flux de trésorerie non fiscalisés. Les hypothèses retenues en terme de progression de l'activité et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles. Le taux de croissance à long terme retenu s'élève à 1% pour 2014 (identique en 2013).
Les dépréciations constatées sur les écarts d'acquisition revêtent un caractère irréversible et ne font donc pas l'objet d'une reprise. Elles figurent sous la rubrique "Dotations aux provisions et dépréciations" du compte de résultat, en Résultat Opérationnel Courant.

Dépréciations des autres immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles

Les immobilisations incorporelles amortissables et les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation à tout moment au cours d'une période annuelle lorsqu'il existe un indice interne ou externe de perte de valeur.
Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service et pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait également l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.
Le Groupe comptabilise une perte de valeur lorsque la valeur nette comptable des actifs excède leur valeur recouvrable.

Les pertes et les reprises de perte de valeur sont comptabilisées en "Dotations aux provisions et dépréciations" et viennent affecter le Résultat Opérationnel Courant.

Contrats de location-financement et locations simples

Les contrats de location financement significatifs qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat. Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur leur durée d'utilité prévue.
Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Actifs destinés à être cédés

Conformément à la norme IFRS 5, "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées", les actifs non courants destinés à être vendus sont les actifs qui seront réalisés au travers de leur cession et non de leur utilisation. Lors de leur classification, les actifs non courants destinés à être vendus sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession, une perte de valeur étant constatée le cas échéant.
Ces actifs cessent d'être amortis.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur prix de revient réel ou de leur valeur nette de réalisation. Le prix de revient inclut les coûts d'acquisition et les autres coûts encourus pour amener le stock dans l'endroit et l'état où il se trouve.
Le prix de revient est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.
La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

Créances et dettes d'exploitation

Les créances clients, les dettes fournisseurs et les autres créances et dettes sont comptabilisées à la valeur nominale compte tenu des échéances de paiement inférieures à trois mois.
Les créances clients font l'objet de dépréciations au cas par cas en fonction des risques encourus.
Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Paiement en actions

Les plans d'options de souscription d'actions sont valorisés selon le modèle Black et Scholes et sont enregistrés en charge de personnel au compte de résultat sur les périodes d'acquisition des droits relatifs à ces plans.

Instruments financiers

a) Actifs financiers

La désignation et le classement des actifs financiers sont réalisés lors de la comptabilisation initiale et sont revus à chaque date de clôture.
Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe comptabilise les actifs financiers à la date à laquelle le Groupe devient partie prenante dans les dispositions contractuelles de tels actifs financiers. Les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur majorée des coûts directs de transactions lorsque ces actifs ne sont pas classés en tant qu'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.
A chaque clôture, le Groupe évalue s'il y a une indication objective de dépréciation. Par exemple, une baisse prolongée ou significative de la juste valeur en dessous du coût d'un actif financier est considérée comme un indicateur objectif de dépréciation.
Le Groupe gère plusieurs catégories d'instruments financiers, et leurs classements dépendent de la finalité de chaque acquisition.
Ces catégories sont détaillées comme suit :

1) Placements détenus jusqu'à leur échéance : il s'agit d'actifs financiers, autres que les instruments financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, que le Groupe a la ferme intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.
   Ils sont valorisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et dépréciés en cas de pertes de valeur en contrepartie du compte de résultat.

2) Prêts et créances : il s'agit d'actifs financiers, autres que les instruments financiers non dérivés, à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.
   Valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ils sont dépréciés en cas de pertes de valeur en contrepartie du compte de résultat.
   Cette catégorie inclut les créances d'exploitation, les dépôts et cautionnements ainsi que les prêts.
   Les créances clients, ayant une échéance de moins de 12 mois à la date d'arrêté des comptes, sont présentées en actifs courants sous la rubrique "clients et comptes rattachés".
   Les créances sur participations, prêts et dépôts et cautionnements ayant une échéance de plus de 12 mois à la date d'arrêté des comptes sont présentés en actifs non courants sous la rubrique "autres actifs immobilisés".

3) Actifs financiers en juste valeur par résultat : il s'agit d'actifs financiers dont le Groupe a, dès l'origine, une intention de revente à court terme.
   Les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat sous la rubrique "autres produits et charges financiers" dans la période au cours desquelles elles interviennent.
   Cette catégorie regroupe les instruments dérivés de taux que le Groupe SAMSE utilise dans le but de couvrir les risques liés aux variations des taux d'intérêts qui peuvent intervenir dans le cadre des opérations courantes.

4) Actifs financiers disponibles à la vente : il s'agit des actifs financiers, autres que les instruments financiers dérivés, n'appartenant pas aux autres catégories.
   Cette catégorie inclut les participations dans des sociétés cotées ou non, autres que les participations dans les sociétés mises en équivalence et les joint-ventures, que la direction a l'intention de conserver à long terme.

Ces participations sont classées en actifs financiers sous la rubrique autres actifs financiers immobilisés.

Les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres dans la période au cours de laquelle elles interviennent, à l'exception des pertes de valeur relatives aux instruments de dettes.
Lorsque les actifs financiers disponibles à la vente sont vendus ou dépréciés, les ajustements cumulés de variations de juste valeur comptabilisés en capitaux propres sont transférés au compte de résultat. En cas d'appréciation ultérieure de la valeur d'action classée en actifs disponibles à la vente, les pertes de valeur comptabilisées en résultat ne sont pas reprises en compte de résultat. En revanche, toute appréciation ultérieure de la valeur d'instruments de dettes classés parmi les actifs disponibles à la vente est comptabilisée en résultat.
Lorsque le Groupe est en droit de recevoir un paiement, les produits d'intérêts ou les dividendes liés aux instruments de capitaux propres sont enregistrés dans le compte de résultat à la rubrique "produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie".

b) Opérations de couverture

Les critères de comptabilité de couverture n'étant pas appliqué par le Groupe, les instruments financiers dérivés ne sont pas désignés comme instruments de couverture. Par conséquent, ils ne sont pas comptabilisés selon les principes de la comptabilité de couverture énoncés par IAS 39.

c) Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont évalués initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'opération. Par la suite, ils sont évalués à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, la différence entre le coût et la valeur de remboursement étant comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée de l'emprunt.
Les dettes financières à long terme comprennent la part des emprunts auprès des établissements de crédit et autres dettes financières diverses dont le terme est supérieur à un an.
Les dettes financières à court terme comprennent la part à court terme des emprunts auprès des établissements de crédit, des autres dettes financières ainsi que les concours bancaires et autres dettes à court terme.

d) Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des actifs et passifs financiers négociés sur un marché actif est déterminée par référence au cours de bourse à la date de clôture dans le cas d'instruments financiers cotés.
L'évaluation de la juste valeur des autres instruments financiers, actifs ou passifs, qui ne sont pas cotés sur un marché actif, est fondée sur différentes méthodes d'évaluation et hypothèses déterminées par le Groupe en fonction des conditions de marché existant à la date de clôture.

e) Décomptabilisation

Le Groupe décomptabilise les actifs financiers lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de ces actifs ont pris fin ou ont été transférés et lorsque le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété des actifs. Par ailleurs, si le Groupe ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété, les actifs financiers sont décomptabilisés dès lors que le contrôle n'est pas conservé.
Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque les obligations contractuelles sont levées, annulées ou éteintes.

f) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont constitués de valeurs mobilières de placement liquides, facilement convertibles et qui, à l'origine, ont une échéance inférieure ou égale à trois mois.
Les disponibilités comprennent les comptes bancaires et les soldes de caisse.

Actions propres

Les actions conservées sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. En cas de cession de ces titres totalement ou partiellement, le résultat de cession est imputé directement dans les capitaux propres, et ne contribue donc pas au résultat.

Provisions

Une provision pour risques ou charges est constituée lorsqu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers identifié dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable que cela se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie équivalente.
Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont constatées pour leur montant actualisé, c'est à dire la valeur actuelle des dépenses attendues jugées nécessaires pour régler les obligations correspondantes.
Les variations des provisions enregistrées pour refléter les effets de l'écoulement du temps sont comptabilisées en produits financiers ou charges financières.

Engagements de retraite et assimilés :

Au sein du Groupe, les engagements de retraites regroupent les indemnités de fin de carrière du personnel en activité. Ils sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode tient compte d'hypothèses d'espérance de vie, du taux de rotation du personnel et de l'évolution des salaires. Une actualisation des sommes à verser et un coefficient d'actualisation financière des paiements futurs sont appliqués. Les engagements sont intégralement provisionnés et correspondent exclusivement au régime de retraite à prestations définies localisé en France, comprenant les indemnités légales de départ à la retraite.

Cartes de fidélité :

Dans les magasins de bricolage, une remise future potentielle accordée au client est calculée sur la base de points acquis lors de ses achats successifs.
Dès que les points acquis sont convertis en bons d'achat, ces derniers sont immédiatement comptabilisés en réduction des ventes, et cette écriture est annulée si les bons d'achats ne sont pas utilisés dans les six mois.
Le calcul de la remise tient compte d'un taux de déperdition des points, de mutation de points de niveau à niveau (cf. note 15.4.), et de transformation sur des bases statistiques des trois dernières années.

Litiges :

Les provisions pour litiges ont fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus. Ces provisions concernent essentiellement des litiges matériaux nés dans l'année.

Autres provisions pour risques et charges :

Les autres provisions pour risques et charges ont été constituées en fonction des risques connus à la date d'arrêté des comptes et des charges futures estimées.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires et les autres produits de l'activité sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Ils sont évalués net des retours, remises et avantages commerciaux consentis dès lors que les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des produits ont été transférés à l'acheteur ou que le service a été rendu.
Le chiffre d'affaires comprend la vente de marchandises et diverses prestations liées à la vente.

Les autres produits de l'activité comprennent divers produits de gestion courante.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant comprend l'ensemble des charges de l'exploitation courante y compris les dépréciations de l'actif immobilisé et les dépréciations des écarts d'acquisition directement liés à l'exploitation et affectés par UGT.

Les autres produits et charges de l'exploitation courante, dont notamment les éléments de cessions d'actifs qui entrent dans le cycle de l'exploitation courante à proprement parler, concourent également à la détermination du résultat opérationnel courant.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et charges autres que financiers, ainsi que les résultats de cessions d'actifs immobiliers, et les éléments significatifs non récurrents.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels prennent en compte les plus et moins values liées à la cession d'ensembles immobiliers et tout élément significatif et non récurrent qui fausserait la lecture du résultat opérationnel courant.

Frais d'acquisition

Les coûts liés à l'acquisition d'une entité sont constatés dans le coût des titres en cas de prise d'influence notable, en résultat dans le cas d'une prise de contrôle exclusif ou en capitaux propres dans le cas d'une acquisition d'intérêts minoritaires.

Résultat financier

Le résultat financier comprend les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie, le coût de l'endettement financier brut ainsi que divers charges et produits.

Les escomptes de règlements obtenus des fournisseurs ne figurent pas en résultat financier ; ils concourent à la détermination du coût d'achat net des marchandises.

Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice après déduction des actions conservées par le Groupe.

Le résultat dilué par action est calculé sur la même base de résultat net en prenant en compte dans le nombre moyen d'actions en circulation la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs (notamment les plans d'options sur actions).
La méthode utilisée est celle du rachat d'actions au prix de marché. Le prix de marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

Informations sectorielles

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de produits ou services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de produits et services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

L'activité du Groupe s'articule autour de deux pôles, le négoce de matériaux de construction et le bricolage sur un même secteur géographique, la France.

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles.
Ils comprennent les écarts d'acquisition attribuables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles du secteur. Ils n'incluent ni les impôts différés, ni les autres participations, créances et autres actifs financiers non courants.

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur, qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs.

Contexte général de l'arrêté des comptes :

Une vigilance accrue a été portée sur les éventuelles défaillances des clients dont l'insolvabilité est perceptible, et les retards de paiement font l'objet d'une surveillance toute particulière.
Le contexte économique a été pris en compte, notamment dans la détermination des prévisions utilisées pour les tests de dépréciation.

Le Groupe veille à respecter un équilibre entre ses ressources long terme et ses besoins d'investissements structurels.
La gestion de la trésorerie à court terme est accompagnée d'une surveillance accrue de la solvabilité de ses clients et d'une mise en œuvre de leviers d'amélioration du BFR.

Les facteurs de risque suivants ont été analysés afin de répondre aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers :

- La valeur recouvrable des écarts d'acquisition et autres incorporels proche de la valeur nette comptable, a fait l'objet d'une attention toute particulière.

- Les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des actifs non courants dans le cadre des tests de dépréciation ont fait l'objet de tests de sensibilité.
  Les dépréciations nécessaires ont été prises en compte dans le résultat de l'exercice.

- Le risque clients a été revu et analysé à la clôture des comptes au 31 décembre 2014.

- Les actifs financiers figurant au bilan du Groupe ne présentent pas de risque significatif; de même que les équivalents de trésorerie. Il n'y a aucun risque de liquidité en fin d'exercice.
- Le niveau des ratios liés aux covenants a été examiné. Aucune rupture de covenants n'est intervenue en fin d'exercice.

Note 2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION ET EVOLUTION AU COURS DE L'ANNEE

DETENTIONS DIRECTES PAR LA SOCIETE MERE

SOCIETES DETENUES			EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE	AU 31/12/2014 QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	AU 31/12/2014 QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS	AU 31/12/2013 QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	AU 31/12/2013 QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS
SAS LA BOITE A OUTILS	- 1 -	SAMSE SA	Acquisition d'intérêts minoritaires	I.G	93,84%	93,84%	92,83%	92,83%
SAS REMAT	- 2 -	SAMSE SA		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SA CHRISTAUD	- 3 -	SAMSE SA		I.G	89,80%	89,80%	89,80%	89,80%
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	- 4 -	SAMSE SA	Acquisition d'intérêts minoritaires	I.G	89,43%	89,43%	74,90%	74,90%
SAS BTP DISTRIBUTION	- 5 -	SAMSE SA		I.G	54,68%	54,68%	54,68%	54,68%
SAS GAMAG	- 6 -	SAMSE SA	Acquisition des intérêts minoritaires puis fusion absorption par SAMSE - effet rétroactif au 1er janvier 2014				61,41%	61,41%
SAS M+ MATERIAUX	- 7 -	SAMSE SA		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SA ETS RENE DE VEYLE	- 8 -	SAMSE SA		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS SC INV	- 9 -	SAMSE SA		I.G	55,00%	55,00%	55,00%	55,00%
SAS SWEETAIR France	- 10 -	SAMSE SA		I.G	80,00%	80,00%	80,00%	80,00%
SAS BOIS MAURIS ODDOS		SAMSE SA	Acquisition d'intérêts minoritaires	I.G	100,00%	100,00%	90,63%	90,63%
SAS BLANC MATERIAUX		SAMSE SA		I.G	77,50%	77,50%	77,50%	77,50%
SARL GET ELECTRIC		SAMSE SA		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL EPPS		SAMSE SA		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL SUD APPRO		SAMSE SA	Reclassement interne suite à la fusion de GAMAG dans SAMSE	I.G	100,00%	100,00%		
SCI PORTE DE SAVOIE		SAMSE SA		I.G	66,50%	66,50%	66,50%	66,50%
SCI LE BOURG		SAMSE SA		I.G	99,60%	99,60%	99,60%	99,60%
SCI VALMAR		SAMSE SA		I.G	96,00%	96,00%	96,00%	96,00%
SCI DU VIEUX PORT		SAMSE SA		I.G	90,00%	90,00%	90,00%	90,00%
SCI CELESTIN CHASSIEU		SAMSE SA		I.G	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%
SCI CHARPIEU		SAMSE SA		I.G	0,14%	0,14%	0,14%	0,14%
SCI DU ROUSSILLON		SAMSE SA		I.G	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%
SCI BRANLY		SAMSE SA		I.G	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%
SCI LA REGLE		SAMSE SA		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LES ARTISANS		SAMSE SA		I.G	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%
SAS MAT APPRO		SAMSE SA	Changement de méthode (cf. note 1)	I.G	50,00%	50,00%		
SAS MAT APPRO		SAMSE SA	Changement de méthode (cf. note 1)	I.%			50,00%	50,00%
SAS BOURG MATERIAUX		SAMSE SA	Changement de méthode (cf. note 1)	I.%			50,00%	50,00%
SAS BOURG MATERIAUX		SAMSE SA	Changement de méthode (cf. note 1)	MEQ	50,00%	50,00%		
SAS MATERIAUX SIMC		SAMSE SA		MEQ	44,99%	44,99%	44,99%	44,99%
SAS DEGUERRY SAMSE		SAMSE SA		MEQ	35,07%	35,07%	35,07%	35,07%
SAS DIDIER		SAMSE SA		MEQ	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%
SARL LEADER CARRELAGES		SAMSE SA		MEQ	30,00%	30,00%	30,00%	30,00%
SAS TARARE MATERIAUX		SAMSE SA		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS ZANON TRANSPORTS		SAMSE SA		MEQ	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%
SAS PLATTARD SAS	- 11 -	SAMSE SA		MEQ	33,99%	33,99%	33,99%	33,99%

Légende : I.G - Intégration Globale - I.% - Intégration Proportionnelle - MEQ - Mise en Equivalence

SOCIETES DETENUES		SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE DANS LE GROUPE SAMSE	AU 31/12/2014 QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	AU 31/12/2014 QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	AU 31/12/2013 QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	AU 31/12/2013 QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE
- 1 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE LA BOITE A OUTILS								
SA TC-HP		SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00%	93,84%	100,00%	92,83%
SCI PORTE DE SAVOIE		SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	33,50%	31,44%	33,50%	31,10%
SAS EDB AUBENAS		SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	70,00%	65,69%	70,00%	64,98%
SAS EDB FROMENT		SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	50,00%	46,92%	50,00%	46,41%
SAS COMPTOIR FROMENT		SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	50,00%	46,92%	50,00%	46,41%
SCI IMMOBILIERE SAUMUR		SAS LA BOITE A OUTILS	**Entrée dans le périmètre**	I.G	90,00%	84,46%		
SAS DEDB	**- 12 -**	SAS LA BOITE A OUTILS	**Prise de contrôle**	I.G	100,00%	93,84%		
SCI IMMOBILIERE DIJON		SAS LA BOITE A OUTILS	**Prise de contrôle**	I.G	100,00%	93,84%		
SCI IMMOBILIERE MENNECY		SAS LA BOITE A OUTILS	**Prise de contrôle**	I.G	100,00%	93,84%		
SCI IMMOBILIERE MOISERIE		SAS LA BOITE A OUTILS	**Prise de contrôle**	I.G	100,00%	93,84%		
SCI IMMOBILIERE FONTAINE		SAS LA BOITE A OUTILS	**Prise de contrôle**	I.G	100,00%	93,84%		
SAS DEDB	**- 12 -**	SAS LA BOITE A OUTILS	**Prise de contrôle**	MEQ			50,00%	46,41%
SCI IMMOBILIERE DIJON		SAS LA BOITE A OUTILS	**Prise de contrôle**	MEQ			50,00%	46,41%
SCI IMMOBILIERE MENNECY		SAS LA BOITE A OUTILS	**Prise de contrôle**	MEQ			50,00%	46,41%
SCI IMMOBILIERE MOISERIE		SAS LA BOITE A OUTILS	**Prise de contrôle**	MEQ			50,00%	46,41%
SCI IMMOBILIERE FONTAINE		SAS LA BOITE A OUTILS	**Prise de contrôle**	MEQ			50,00%	46,41%
SCI LE CARREAU		SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	20,00%	18,77%	20,00%	18,57%
SCI CHABER		SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00%	37,54%	40,00%	37,13%
SCI ENTREPOT FROMENT		SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00%	37,54%	40,00%	37,13%
SARL RG BRICOLAGE		SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	39,98%	37,52%	39,98%	37,11%
SAS AMEO CONSTRUCTION		SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	20,00%	18,77%	20,00%	18,57%
- 2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE REMAT								
SCI CARREFOUR DE CHESNES		SA REMAT		I.G	69,88%	69,88%	69,88%	69,88%
- 3 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE CHRISTAUD								
SAS CELESTIN MATERIAUX		SA CHRISTAUD	**Acquisition d'intérêts minoritaires**	I.G	95,72%	85,96%	95,51%	85,77%
SA VAUDREY		SA CHRISTAUD	**Acquisition d'intérêts minoritaires**	I.G	75,03%	67,38%	75,00%	67,35%
SAS CO-DI-PLAST		SAS CELESTIN MATERIAUX	**Entrée dans le périmètre**	I.G	100,00%	85,96%		
- 4 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE HENRY								
SAS LES COMPTOIRS DU BOIS ASSOCIES		SAS HENRY		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	74,90%
SARL SCIERIE ET SECHOIRS DU DAUPHINE		SAS HENRY		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	74,90%
SARL DAUPHINE TRANSPORT ET AFFRETEMENT		SAS HENRY		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	74,90%
SARL SCIERIE JOURDAN		SAS HENRY		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	74,90%
- 5 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE BTP DISTRIBUTION								
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ		SAS BTP DISTRIBUTION		I.G	100,00%	54,68%	100,00%	54,68%

DETENTIONS INDIRECTES OU CONJOINTES PAR LES FILIALES

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE DANS LE GROUPE SAMSE	AU 31/12/2014 QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	AU 31/12/2014 QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	AU 31/12/2013 QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	AU 31/12/2013 QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE
- 6 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE GAMAG							
SARL SUD APPRO	GAMAG	**Fusion de GAMAG dans SAMSE**	I.G			100,00%	61,41%
- 7 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE M+ MATERIAUX							
SARL ISO-NEG	SAS M+ MATERIAUX		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI MINETTI	SAS M+ MATERIAUX		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS LIGNIERES	SAS M+ MATERIAUX		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
- 8 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE RENE DE VEYLE							
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	SA RENE DE VEYLE	**Acquisition d'intérêts minoritaires**	I.G	10,57%	10,57%		
SCI IMMOBILIERE SAUMUR	SA RENE DE VEYLE	**Entrée dans le périmètre**	I.G	10,00%	10,00%		
SCI DU ROUSSILLON	SA RENE DE VEYLE		I.G	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
SCI VALMAR	SA RENE DE VEYLE		I.G	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
SCI CHARPIEU	SA RENE DE VEYLE		I.G	99,86%	99,86%	99,86%	99,86%
SCI VIEUX PORT	SA RENE DE VEYLE		I.G	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%
SCI CHASSIEU	SA RENE DE VEYLE		I.G	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
SCI LE BOURG	SA RENE DE VEYLE		I.G	0,40%	0,40%	0,40%	0,40%
- 9 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE SC INV							
SA DORAS	SAS SC INV		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SPRL BELPARMAT	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI DES MINES	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI DE LA BOUDEAUDE	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI IMMODOR	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI JURADOR	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI DES ESSARDS	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI DES ABATTOIRS	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI TETE AU LOUP	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI LA JONCTION	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI MONBOUTOT LA TOUR	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI LE PETIT FORT	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI SAINT GEORGES	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI GUILLEMIER	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI LE PETIT BOUREY	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI POUSSON COSNE	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SCI LOUIS PERGAUD	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SAS OUTIMAT B.T.P	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SAS ETS ROGER CLEAU	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SAS CLAUDE MATERIAUX	SA DORAS		I.G	100,00%	55,00%	100,00%	55,00%
SARL FAVERET	SA DORAS	**Entrée dans le périmètre**	I.G	100,00%	55,00%		
SA DIJON BETON	SA DORAS		MEQ	23,30%	12,81%	23,30%	12,81%
SA BLAMAT	SA DORAS		MEQ	34,00%	18,70%	34,00%	18,70%
SCI ESPACE +	SA DORAS		MEQ	20,00%	11,00%	20,00%	11,00%
- 10 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE SWEETAIR							
SARL CARON	SAS SWEETAIR France	**Liquidation - dissolution**				30,00%	24,00%

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE DANS LE GROUPE MEQ	AU 31/12/2014 QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE DU GROUPE MEQ	AU 31/12/2014 QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DU GROUPE MEQ	AU 31/12/2013 QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE DU GROUPE MEQ	AU 31/12/2013 QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DU GROUPE MEQ
- 11 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE PLATTARD							
SAS PLATTARD CARRELAGES	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD NEGOCE	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD BETON	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD INDUSTRIES	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD GRANULATS	SAS PLATTARD		I.G	96,72%	96,72%	96,72%	96,72%
SAS S-PREFA	SAS PLATTARD	**Fusion absorption par PLATTARD - effet rétroactif au 1er janvier 2014**				100,00%	100,00%
SCI ODETTE	SAS PLATTARD	**Changement de méthode (IFRS 11)**	I%			50,00%	50,00%
SCI FB	SAS PLATTARD BETON	**Fusion absorption par PLATTARD BETON - effet rétroactif au 1er janvier 2014**				100,00%	100,00%
SAS SOREAL	SAS PLATTARD GRANULATS		I.G	96,10%	92,95%	96,10%	92,95%
SAS OLLIER BOIS	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL BEAUJOLAIS MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL ALBON PREFA	SAS PLATTARD INDUSTRIES	**Changement de méthode (IFRS 11)**	I%			50,00%	50,00%
ANCYCLA (EX BEAUJOLAISE DE RECYCLAGE)	SAS PLATTARD GRANULATS	**Changement de méthode (IFRS 11)**	I%			50,00%	48,36%
SARL DDM	SAS PLATTARD GRANULATS	**Changement de méthode (IFRS 11)**	I%			50,00%	48,36%
SAS BOURG MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE	**Changement de méthode (IFRS 11)**	I%			50,00%	50,00%
SARL GLATTARD MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE	**Changement de méthode (IFRS 11)**	I%			50,00%	50,00%
SAS TARARE MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE	**Changement de méthode (IFRS 11)**	I%			50,00%	50,00%
SAS ETS CHEVROT ET FILS	SAS PLATTARD NEGOCE	**Changement de méthode (IFRS 11)**	I%			50,00%	50,00%
SCI ODETTE	SAS PLATTARD	**Changement de méthode (IFRS 11)**	MEQ	50,00%	50,00%		
SARL ALBON PREFA	SAS PLATTARD INDUSTRIES	**Changement de méthode (IFRS 11)**	MEQ	50,00%	50,00%		
ANCYCLA (EX BEAUJOLAISE DE RECYCLAGE)	SAS PLATTARD GRANULATS	**Changement de méthode (IFRS 11)**	MEQ	50,00%	48,36%		
SARL DDM	SAS PLATTARD GRANULATS	**Changement de méthode (IFRS 11)**	MEQ	50,00%	48,36%		
SAS BOURG MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE	**Changement de méthode (IFRS 11)**	MEQ	50,00%	50,00%		
SARL GLATTARD MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE	**Changement de méthode (IFRS 11)**	MEQ	50,00%	50,00%		
SAS TARARE MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE	**Changement de méthode (IFRS 11)**	MEQ	50,00%	50,00%		
SAS ETS CHEVROT ET FILS	SAS PLATTARD NEGOCE	**Changement de méthode (IFRS 11)**	MEQ	50,00%	50,00%		
SAS CHUZEVILLE MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	34,00%	34,00%	34,00%	34,00%
SAS THIMONIER TRANSPORTS	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	34,00%	34,00%	34,00%	34,00%
SAS ETABLISSEMENTS DARGAUD	SAS PLATTARD		MEQ	34,43%	34,43%	34,43%	34,43%
SAS DP GRANULATS	SAS PLATTARD GRANULATS		MEQ	32,50%	31,43%	32,50%	31,43%
- 12 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE DEDB							
SAS DEDB MAGASINS	SAS DEDB	**Cession à LA BOITE A OUTILS puis fusion absorption avec effet rétroactif au 1er janvier 2014**				100,00%	100,00%
SAS DEDB REMIREMONT	SAS DEDB	**Prise de contrôle de DEDB**	I.G	65,00%	65,00%	65,00%	65,00%

EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU COURS DE L'ANNEE 2014

Prises de contrôle - entrées dans le périmètre -

Sociétés	Date	Activité	Méthode de consolidation retenue	% de détention	Société détentrice
DEDB (sous-groupe)	14/03/2014	Bricolage	Intégration Globale	100,00	SAS LA BOITE A OUTILS
SCI IMMOBILIERE DIJON	14/03/2014	Bricolage	Intégration Globale	100,00	SAS LA BOITE A OUTILS
SCI IMMOBILIERE MENNECY	14/03/2014	Bricolage	Intégration Globale	100,00	SAS LA BOITE A OUTILS
SCI IMMOBILIERE MOISERIE	14/03/2014	Bricolage	Intégration Globale	100,00	SAS LA BOITE A OUTILS
SCI IMMOBILIERE FONTAINE	14/03/2014	Bricolage	Intégration Globale	100,00	SAS LA BOITE A OUTILS
SAS CO-DI-PLAST	02/04/2014	Négoce	Intégration Globale	100,00	SAS CELESTIN MATERIAUX
SARL FAVERET	31/05/2014	Négoce	Intégration Globale	100,00	SA DORAS
Activités LASSERE	23/06/2014	Négoce	Intégration Globale	100,00	SAS M+ MATERIAUX

Créations - entrées dans le périmètre -

Sociétés	Date	Activité	Méthode de consolidation retenue	% de détention	Société détentrice
SCI IMMOBILIERE SAUMUR	16/06/2014	Bricolage	Intégration Globale	90,00	SAS LA BOITE A OUTILS
SCI IMMOBILIERE SAUMUR	16/06/2014	Bricolage	Intégration Globale	10,00	SA RENE DE VEYLE

Sorties du périmètre par voie de liquidation - dissolution

Sociétés	Date effective	Activité	Société détentrice
SARL CARON	30/01/2014	Négoce	SAS SWEETAIR France

Acquisitions d'intérêts minoritaires

Sociétés	Date	Activité	% acquis	% de détention	Société détentrice
SAS GAMAG	20/08/2014	Négoce	38,59	100,00	SA SAMSE
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	28/10/2014	Négoce	14,53	89,43	SA SAMSE
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	28/10/2014	Négoce	10,57	10,57	SA RENE DE VEYLE
SAS BOIS MAURIS ODDOS	28/10/2014	Négoce	9,37	100,00	SA SAMSE
SA VAUDREY	04/02/2014	Négoce	0,03	75,03	SA CHRISTAUD
SAS CELESTIN MATERIAUX	22/10/2014	Négoce	0,21	95,72	SA CHRISTAUD
SAS LA BOITE A OUTILS	22/10/2014	Bricolage	1,01	93,84	SA SAMSE

Opérations de restructuration interne par voie de fusion absorption

Sociétés	Date effective	Activité	Société absorbante
SAS GAMAG	01/01/2014	Négoce	SA SAMSE
SAS DEDB MAGASINS	01/01/2014	Bricolage	SAS LA BOITE A OUTILS

Informations complémentaires :

Les mouvements de périmètre qui affectent les sous-groupes consolidés par mise en équivalence ne sont pas traités dans l'évolution du périmètre de consolidation.
Ces mouvements concernent les sociétés SAS PLATTARD et SAS DEDB.
L'information figure cependant dans la page précédente, dans la colonne intitulée "événements de l'année".

ENTREES DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION - PRISES DE CONTRÔLE

Sociétés	Montant de l'acquisition	Secteur d'activité	Zone géographique	Méthode de consolidation retenue	Année 2014 Chiffre d'affaires Données consolidées retraitées	Résultat net	% détenu contrôle	% détenu intérêts
Sous-groupe DEDB	1 000	Bricolage	France	I.G	21 884	-526 (*)	100,00%	93,84%
CO-DI-PLAST	630	Négoce	France	I.G	3 847	-669	100,00%	85,96%
LASSERE	2 608	Négoce	France	I.G	4 219	-604	100,00%	100,00%
FAVERET	-	Négoce	France	I.G	685	27	100,00%	55,00%
IMMOBILIERE FONTAINE	-	Bricolage	France	I.G	-	-75	100,00%	93,84%
IMMOBILIERE DIJON	1 040	Bricolage	France	I.G	-	37	100,00%	93,84%
IMMOBILIERE MOISERIE	-	Bricolage	France	I.G	-	-10	100,00%	93,84%
IMMOBILIERE MENNECY	408	Bricolage	France	I.G	-	-395	100,00%	93,84%

(*): Hors produit de réévaluation de 1,6 millions d'euros (cf. note 4.3).

L'analyse globale des modifications de périmètre montre qu'elles ne sont pas significatives au regard du bilan consolidé arrêté à la date du 31 décembre 2014.
En conséquence, le Groupe SAMSE ne communique pas d'information pro forma au sens du Règlement Européen n° 809/2004.
Une telle information doit être communiquée en cas de changement de périmètre intervenu pendant l'exercice en cours, correspondant à une ou plusieurs transactions, ayant un impact total sur les comptes, supérieur à 25 %.

Toutes les sociétés du Groupe SAMSE clôturent leur exercice social le 31 décembre de chaque année.

- Le 14 mars 2014, le Groupe a acquis 50% du capital de la société DEDB ainsi que des 4 SCI liées (IMMOBILIERE FONTAINE, IMMOBILIERE DIJON, IMMOBILIERE MOISERIE et IMMOBILIERE MENNECY). En conséquence, le pourcentage de contrôle détenu par le Groupe dans DEDB passe de 50% à 100%, le Groupe prenant, par la même occasion, le contrôle du sous-groupe DEDB, comprenant les sociétés DEDB, DEDB MAGASINS et DEDB REMIREMONT.

- Le 2 avril 2014, le Groupe a acquis 100% des actions composant le capital social de la société CO-DI-PLAST, prenant ainsi le contrôle de cette entité.

- Le 23 juin 2014, le Groupe a acquis 8 agences de négoce de matériaux de construction auprès de la société LASSERE, situées sur la façade Atlantique de Biscarrosse à Bayonne. Les états financiers consolidés au 31 décembre 2014 tiennent compte de l'activité de ces agences depuis le 23 juin 2014. Cette opération a été traitée comme un regroupement d'entreprises dans les comptes consolidés du Groupe, conformément à la norme IFRS 3R.

- Le 31 mai 2014, le Groupe a acquis 100% des actions composant le capital social de la société FAVERET, prenant ainsi le contrôle de cette entité.

Si les différentes acquisitions mentionnées ci-dessus étaient intervenues au 1er janvier 2014, les effets sur le chiffre d'affaires et le résultat du Groupe au 31 décembre 2014 auraient été les suivants :

Entités	Chiffre d'affaires	Résultat net
Sous-groupe DEDB	28 373	-842 (*)
CO-DI-PLAST	5 703	-936
LASSERE	9 364	-983
FAVERET	1 174	40
IMMOBILIERE FONTAINE	-	-76
IMMOBILIERE DIJON	-	42
IMMOBILIERE MOISERIE	-	-11
IMMOBILIERE MENNECY	-	-382

(*): Hors produit de réévaluation de 1,6 millions d'euros (cf. note 4.3).

Les comptes consolidés du Groupe SAMSE, établis au 31 décembre 2014, regroupent les comptes des sociétés mentionnées ci-dessus et peuvent se résumer ainsi :

	Au 31 décembre 2014		Au 31 décembre 2013	
	France	Etranger	France	Etranger
		(1)		(1)
Nombre de sociétés				
Société mère et sociétés consolidées par intégration globale	67	1	60	1
Sociétés consolidées par mise en équivalence	16		22	
sous - total	**83**	**1**	**82**	**1**
TOTAL	84		**83**	

(1) Société belge (BELPARMAT) détenue par la SA DORAS. Société sans activité commerciale, non significative au niveau du Groupe SAMSE.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES

L'opération relative à l'acquisition des intérêts minoritaires SC INV a été notifiée auprès de l'autorité de la concurrence le 15 janvier 2015, le protocole d'acquisition étant soumis à l'accord de cette dernière. Le Groupe SAMSE reste en attente de la décision pour pouvoir réaliser l'opération.

PRINCIPAUX CONTRIBUTEURS SIGNIFICATIFS DU GROUPE (+ de 10 % du chiffre d'affaires)

	Au 31 décembre 2014					
Valeurs nettes consolidées	**SC INV**	**La Boîte à Outils**	**M+ Matériaux**	**Autres filiales**	**SAMSE**	Total consolidé
Actifs non courants (y compris les écarts d'acquisition)	67 235	57 957	16 344	104 903	99 322	345 761
Endettement financier hors Groupe	42 970	15 769	13 195	20 036	111 321	203 291
Trésorerie au bilan	3 070	1 606	52	11 477	40 859	57 064
Flux de trésorerie liés à l'activité	9 211	6 550	220	2 264	31 853	50 098
Dividendes versés dans l'exercice et revenant à la société cotée SAMSE		2 830		4 588		7 418

Note 3 - TRANSITION AUX NORMES IFRS

En application du Règlement Européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, le Groupe SAMSE a établi ses états financiers consolidés à compter de l'exercice 2005 conformément aux Normes comptables internationales applicables au 31 décembre 2005, avec un comparatif au titre de l'exercice 2004.
La date du 1er janvier 2004 ayant été retenue comme date de transition, les retraitements liés aux Normes IFRS ont été effectués comme si elles avaient toujours été appliquées.
Conformément à la Norme IFRS 1, les exemptions facultatives suivantes ont été retenues :

IFRS 3 **Regroupement d'entreprises**

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004 n'ont pas été retraités.

IAS 16 **Immobilisations corporelles**

Le Groupe n'a pas retenu la Juste Valeur en tant que coût présumé, et a opté pour la méthode du coût historique amorti.

IFRS 2 **Paiements en actions et assimilés**

Le Groupe a choisi d'appliquer cette norme aux plans de stock-options émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1er janvier 2005.

IAS 32/39 **Instruments financiers**

Le Groupe a appliqué cette norme à compter de l'exercice 2005. Cependant, les titres d'autocontrôle ont été retraités en diminution des capitaux propres.

Les retraitements IFRS pris en compte à la date de transition et détaillés dans les différentes notes du présent document sont les suivants :

IAS 1 Les états financiers ont été établis selon cette norme qui modifie sensiblement la présentation générale des comptes.

IAS 2 Les stocks de marchandises étaient déjà évalués selon la méthode du coût moyen pondéré. Le Groupe inclut désormais dans le coût d'acquisition les frais d'escomptes obtenus pour paiement comptant.

IAS 12 Les impôts différés ont été pris en compte sur les ajustements réalisés à l'actif et au passif selon les critères définis par cette norme.

IAS 16 Les immobilisations corporelles ont été retraitées selon la méthode du coût historique amorti.

IAS 17 Les contrats en vigueur dans le Groupe sont des contrats de location simple, à l'exception des contrats de location financement (leasing immobilier) qui étaient déjà retraités dans les comptes consolidés en normes françaises.

IAS 18 Le chiffre d'affaires du Groupe n'a pas été impacté par le changement de norme.

IAS 19 Les engagements de retraites (IFC) sont pris en compte depuis l'exercice 1999. Les médailles du travail sont comptabilisées depuis l'exercice 2004.

IFRS 3 / IAS 36 Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis à compter du 1er janvier 2004.

IAS 38 Les fonds commerciaux ont été reclassés en écarts d'acquisition.
Les tests de perte de valeur ont été réalisés au niveau de chaque U.G.T (Unités Génératrices de Trésorerie).
Un Goodwill négatif a été retraité en résultat.

IAS 40 Les immeubles de placement ont été retraités au coût historique amorti.

Note 4 - ECARTS D'ACQUISITION

4.1. EVOLUTION DES ECARTS D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)	**Ecarts d'acquisition**
Valeur brute	
à l'ouverture de l'exercice	59 752
Augmentations / Acquisitions	5 092
Diminutions / Sorties	1 877
à la clôture de l'exercice	62 967
Amortissements/Dépréciations	
à l'ouverture de l'exercice	14 094
Dépréciations / pertes de valeur	2 053
à la clôture de l'exercice	16 147
Valeur nette	
à l'ouverture de l'exercice	45 658
à la clôture de l'exercice	46 820

4.2. DETAIL DES ECARTS D'ACQUISITION A L'OUVERTURE ET A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

		A l'ouverture	Mouvements				A la clôture
			Augmentations Acquisitions	Diminutions Sorties	Dépréciations	Virements	
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS		15 515		1 877			13 638
SA DORAS		7 664	435		422		7 677
SAS M+ MATERIAUX		4 901	45		71		4 875
SAS Ets ROGER CLEAU		4 299			630		3 669
SOUS-GROUPE DEDB	PRISE DE CONTRÔLE		3 320				3 320
SA SAM	Société absorbée par SAMSE en 2004	1 936					1 936
SAS GAMAG		1 630			310		1 320
SAS TS HABITAT	Société tupée avec LA BOITE A OUTILS en 2012	1 300					1 300
SAS CLAUDE MATERIAUX		880					880
SAS CO-DI-PLAST	PRISE DE CONTRÔLE		771				771
PLOTON	Société absorbée par DORAS en 2012	761					761
SAS LA BOITE A OUTILS		706					706
SA BENET	Société absorbée par SAMSE en 2004	1 169			500		669
SAS SGAC	Société tupée avec SAMSE en 2009	746			120		626
RUDIGOZ	Société absorbée par SAMSE	577					577
LASSERE	PRISE DE CONTRÔLE		469				469
SA ROCH MATERIAUX	Société absorbée par SAMSE en 2002	385					385
SAS BLANC MATERIAUX		340					340
CSI MATERIAUX	Société absorbée par DORAS en 2010	337					337
SAS TC-HP		237					237
SAS EXPOTEO	Société absorbée par SAMSE en 2012	204					204
ORNANS	Société absorbée par DORAS en 2012	199					199
SAS MATERIAUX DES ALPES	Société tupée avec SAMSE en 2011	182					182
SARL LECHENNE	Société absorbée par SAMSE en 2002	176					176
SAS ENTREPÔT DU BRICOLAGE FROMENT		176					176
SA FRANCHEVILLE MATERIAUX	Société tupée avec SAMSE en 2012	169					169
SARL ISO-NEG		115	52				167
SAS BOIS MAURIS ODDOS		149					149
SAS REMAT		147					147
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ		145					145
SA BRICO ALES	Société absorbée par COMPTOIR FROMENT en 2008	132					132
MOTTY	Société absorbée par SAMSE	110					110
SAS LOG-EAU	Société absorbée par CHRISTAUD en 2013	91					91
SA BMD	Société absorbée par SAMSE en 2004	88					88
SAS QPS	Société tupée avec SAMSE en 2009	60					60
CORASON	Société absorbée par SAMSE	44					44
BEDIER		31					31
SOFAMA	Société absorbée par SAMSE	18					18
SA VAUDREY		12					12
SARL LMC CHRISTAUD	Société absorbée par CHRISTAUD en 2002	11					11
SAS CELESTIN MATERIAUX		9					9
SCI BRANLY		5					5
SA CHRISTAUD		2					2
	Total	45 658	**5 092**	**1 877**	**2 053**	**0**	46 820

Dépréciations des écarts d'acquisition constatées (en K€)		
Année	Montants	en % des écarts d'acquisition
2008	817	2,12
2009	753	1,76
2010	1 172	2,39
2011	783	1,60
2012	1 495	3,09
2013	1 086	2,38
2014	2 053	4,38

Pertes de valeur

L'UGT (Unité Génératrice de Trésorerie) est définie dans le Groupe SAMSE, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des flux de trésorerie (cash flow) indépendants des flux de trésorerie générés par les autres actifs ou groupes d'actifs.
La réflexion sur la détermination des UGT a été alimentée par l'examen des critères suivants :

- Existence ou non d'un marché actif.
- Importance des relations de dépendance économique entre les différentes unités.
- Découpage opérationnel : manière dont le management organise son reporting.
- Découpage stratégique : manière dont le management prend ses décisions de poursuite ou d'abandon d'activités.

L'implantation des sites répond parfois à plusieurs de ces critères.
Le critère déterminant qui a été retenu est le découpage opérationnel. Ainsi, l'UGT retenue est devenue le site physique (notion d'agence ou de magasin).

Cependant, il existe quelques exceptions pour des sites répondant à un découpage stratégique sur des marchés peu actifs.
Dans ce cas, l'UGT retenue est un ensemble de deux agences, interdépendantes économiquement.
Cela concerne 16 couples de 2 sites physiques sur 248 UGT.

Les écarts d'acquisition concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence sont classés dans le poste du bilan " Titres mis en équivalence ".

Les écarts d'acquisition au 31 décembre 2014 se répartissent par secteur d'activité, sur un même secteur géographique (la France), comme suit :

Négoce	40 949
Bricolage	5 871

Les écarts d'acquisition sont affectés par unités ou groupe d'unités génératrices de trésorerie.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une description détaillée par entité juridique (cf. tableau ci-dessus).
Sur l'ensemble des écarts d'acquisition, UGT par UGT, c'est l'UGT de la société Henry sur le site de Saint Hilaire du Rosier qui représente le montant le plus important, soit **29,13%** du montant total des écarts d'acquisition.
Il faut noter également que l'écart d'acquisition concernant DORAS correspond à un ensemble de 50 UGT.

Les tests de dépréciation réalisés sur les UGT (comprenant les écarts d'acquisition affectés) sont basés sur la juste valeur diminuée des coûts de vente.
Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de vente, il est fait référence aux transactions comparables, en considérant le résultat des transactions récentes portant sur des actifs similaires dans le même secteur d'activité.
La valorisation repose notamment sur des multiples d'agrégats comptables (chiffre d'affaires et résultat d'exploitation).
Si la juste valeur diminuée des coûts de vente n'est pas corroborée par des transactions comparables, il est alors procédé au calcul de la valeur d'utilité estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs. Des précisions sur la méthode de calcul sont fournies en note 1 - principes comptables - rubrique : dépréciation des écarts d'acquisition.

Sur la base de cette méthode, la valeur recouvrable de chaque UGT, à laquelle est affectée une quote part de la valeur comptable des écarts d'acquisition, fait l'objet d'une analyse permettant de détecter si la valeur d'utilité de l'UGT n'est pas inférieure à la valeur nette comptable de ses actifs.

Cette analyse a conduit à comptabiliser des dépréciations sur les écarts d'acquisition de **15 UGT** pour un montant global de **2 053 milliers d'euros.**
L'analyse de sensibilité, consistant à faire varier raisonnablement les paramètres du test, n'a pas conduit à changer la conclusion de celui-ci.

Le Groupe tient compte également du contexte économique de chaque clôture et a retenu pour 2014 des hypothèses opérationnelles pertinentes et mesurées.
Ces hypothèses reposent sur l'expérience du management et la mise en place rigoureuse de plans d'actions portant sur les taux de marge et sur le développement du chiffre d'affaires.

VENTILATION DES ECARTS D'ACQUISITION

	Valeurs nettes
Négoce	
UGT HENRY (Saint Hilaire du Rosier)	13 638
UGT CLEAU	3 669
Autres UGT sans écarts d'acquisition individuellement significatifs	23 642
Bricolage	
Ensemble des UGT	5 871
TOTAL	46 820

4.3. DETERMINATION DES ECARTS D'ACQUISITION DES SOCIETES ENTREES DANS LE PERIMETRE

	DEDB
Prix d'acquisition (A)	1 000
Juste valeur de la quote-part antérieurement détenue à 50% (B)	601
Actifs et passifs identifiables acquis à 100%, nets (C)	-1 719
Frais d'acquisition (enregistrés en charges de l'exercice)	73
Ecart d'acquisition (A+B-C)	3 320

Le principal ajustement de juste valeur sur les actifs et passifs acquis du sous-groupe DEDB porte sur la reconnaissance d'un impôt différé actif relatif aux déficits fiscaux reportables. Le montant de l'IDA ainsi reconnu s'élève à 1 121 milliers d'euros, l'utilisation de ce dernier étant considérée comme hautement probable.
La trésorerie nette reprise du sous-groupe DEDB au moment de l'acquisition s'élevait à -2 637 milliers d'euros.
Le passage de la mise en équivalence à une intégration globale à 100% a entraîné, conformément à IFRS 3R, la constatation d'un produit de réévaluation de la quote-part antérieurement détenue pour un montant de 1 651 milliers d'euros.
Ce produit, déterminé à la date de prise de contrôle, a été enregistré au niveau des autres produits et charges opérationnels (cf. note 25).

	CO-DI-PLAST
Prix d'acquisition (A)	630
% des actifs et passifs identifiables acquis	100
Actifs et passifs identifiables acquis à 100%, nets (B)	-141
Frais d'acquisition (enregistrés en charges de la période)	21
Ecart d'acquisition (A-B)	771

Dans le cadre de l'acquisition de la société CO-DI-PLAST, aucun ajustement à la juste valeur significatif n'a été constaté sur les actifs et passifs acquis.
La trésorerie nette reprise de la société CO-DI-PLAST au moment de l'acquisition s'élevait à -697 milliers d'euros.

	LASSERE
Prix d'acquisition (A)	2 608
% des actifs et passifs identifiables acquis	100
Actifs et passifs identifiables acquis à 100%, nets (B)	2 139
Frais d'acquisition (enregistrés en charges de la période)	38
Ecart d'acquisition (A-B)	469

Dans le cadre de l'acquisition de l'activité LASSERE, aucun ajustement à la juste valeur significatif n'a été constaté sur les actifs et passifs acquis.

	FAVERET
Prix d'acquisition (A)	0
% des actifs et passifs identifiables acquis	100
Actifs et passifs identifiables acquis à 100%, nets (B)	-435
Frais d'acquisition (enregistrés en charges de la période)	10
Ecart d'acquisition (A-B)	435

Dans le cadre de l'acquisition de la société FAVERET, aucun ajustement à la juste valeur significatif n'a été constaté sur les actifs et passifs acquis.
La trésorerie nette reprise de la société FAVERET au moment de l'acquisition s'élevait à 120 milliers d'euros.

Les prises de contrôle relatives aux 4 SCI liées au sous-groupe DEDB (IMMOBILIERE FONTAINE, IMMOBILIERE DIJON, IMMOBILIERE MOISERIE et IMMOBILIERE MENNECY) n'ont pas engendré d'impact significatif sur les comptes consolidés au 31 décembre 2014.
Le prix d'acquisition s'élevait à 1 448 milliers d'euros pour les 4 SCI, pour une juste valeur de l'actif net acquis équivalente.

Note 5 - AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)		Marques	Logiciels progiciels	Autres	**Total**
Valeur brute					
à l'ouverture de l'exercice		384	14 879	1 499	16 762
Augmentations / Acquisitions			461	97	558
Diminutions / Sorties			88	95	183
Mouvements de périmètre	Entrées		66	50	116
Mouvements de périmètre	Sorties				
Virements			444		444
à la clôture de l'exercice		384	15 762	1 551	17 697
Amortissements / Dépréciations					
à l'ouverture de l'exercice		-	13 117	1 399	14 516
Dotations aux amortissements			1 239		1 239
Dépréciations / pertes de valeur					
Reprises de dépréciations / pertes de valeur					
Diminutions / cessions			88	50	138
Mouvements de périmètre	Entrées		42	50	92
Mouvements de périmètre	Sorties				
à la clôture de l'exercice		-	14 310	1 399	15 709
Valeur nette					
à l'ouverture de l'exercice		384	1 762	100	2 246
à la clôture de l'exercice		384	1 452	152	1 988

Note 6 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers d'euros)		Terrains	Constructions	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	En cours, Avances et acomptes	**Total**
Valeur brute							
à l'ouverture de l'exercice		112 139	203 595	40 883	114 015	8 787	479 419
Augmentations / Acquisitions		5 704	8 844	2 737	8 392	3 710	29 387
Diminutions / Sorties		457	753	3 991	3 677	560	9 438
Mouvements de périmètre	Entrées	6 445	8 907	444	4 375	119	20 290
Mouvements de périmètre	Sorties						
Virements		2 068	3 356	106	842	-7 101	-729
à la clôture de l'exercice		125 899	223 949	40 179	123 947	4 955	518 929
Amortissements / Dépréciations							
à l'ouverture de l'exercice		30 052	110 262	28 130	79 909	241	248 594
Dotations aux amortissements		2 912	10 698	3 125	10 209		26 944
Dépréciations / pertes de valeur			1 702				1 702
Reprises de dépréciations / pertes de valeur					168		168
Diminutions / cessions		192	577	2 806	3 282		6 857
Mouvements de périmètre	Entrées	39	587	111	847		1 584
Mouvements de périmètre	Sorties						
Virements		-127	30	-2	289	-241	-51
à la clôture de l'exercice		32 684	122 702	28 558	87 804	0	271 748
Valeur nette							
à l'ouverture de l'exercice		82 087	93 333	12 753	34 106	8 546	230 825
à la clôture de l'exercice		93 215	101 247 (1)	11 621	36 143	4 955	247 181

(1) dont 444 **milliers d'euros** d'actifs immobiliers destinés à la vente. Ces actifs figurent sur l'état de la situation financière au niveau de la ligne "Actifs classés comme détenus en vue de la vente".

Les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'une analyse approfondie quant à la détermination d'éventuelles pertes de valeur qui auraient pu apparaître au cours de l'année 2014.

En ce qui concerne les actifs immobiliers qui représentent 78,67 % des immobilisations corporelles nettes, le Groupe a mis en œuvre une démarche économique pour identifier tout indice de perte de valeur.
Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur sur cette catégorie d'actif, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur actuelle.
A titre de règle pratique, le Groupe détermine la valeur vénale ; cette valeur représente le montant qui pourrait être obtenu à la date de clôture ou à une autre date pré déterminée de la vente d'un actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.
Au 31 décembre 2014, une dépréciation pour perte de valeur des actifs immobiliers de 1 702 milliers d'euros a été constatée.

Conformément à IFRS 5, le Groupe a présenté les actifs destinés à être cédés sur une ligne distincte de l'état de la situation financière.
Il s'agit d'un ensemble immobilier dont la cession se réalisera à court terme.

6.1. ECARTS DE PREMIERE CONSOLIDATION AFFECTES

Les valeurs du bilan comprennent les écarts de première consolidation affectés selon détail ci-dessous :

	Valeur brute au 01/01/2014	Valeur nette au 01/01/2014	Entrées dans le périmètre	Sorties du périmètre	Cessions	Valeur brute au 31/12/2014	Valeur nette au 31/12/14
Terrains	7 267	7 267				7 267	7 267
Constructions	7 453	5 635				7 453	4 829
Total	14 720	12 902	0	0	0	14 720	12 096

6.2.a CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT (CREDIT BAIL IMMOBILIER)

	Terrains	Constructions	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	1 423	15 442	16 865
Augmentations / Acquisitions			
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre			
à la clôture de l'exercice	1 423	15 442	16 865
Amortissements			
à l'ouverture de l'exercice	0	8 901	8 901
Dotations aux amortissements		807	807
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre			
à la clôture de l'exercice	0	9 708	9 708
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	1 423	6 541	7 964
à la clôture de l'exercice	1 423	5 734	7 157

6.2.b CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT (CREDIT BAIL MOBILIER)

	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	377	731	1 108
Augmentations / Acquisitions		468	468
Diminutions / Sorties	63	245	308
Mouvements de périmètre			0
à la clôture de l'exercice	314	954	1 268
Amortissements			
à l'ouverture de l'exercice	327	575	902
Dotations aux amortissements	29	100	129
Diminutions / Sorties	63	190	253
Mouvements de périmètre			0
à la clôture de l'exercice	293	485	778
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	50	156	206
à la clôture de l'exercice	21	469	490

6.3.a INFORMATION SUR LA DETTE DE CREDIT BAIL IMMOBILIER

Valeur résiduelle de la dette à la clôture de l'exercice		0
Echéancier de la dette résiduelle à la clôture de l'exercice :		
	Moins d'un an - 2014 -	0
	Plus d'un an	0
	Total	0

L'option d'achat afférente au contrat de crédit bail immobilier (plate-forme de stockage de Brézins) a été levée le 1er octobre 2014.
Il n'existe pas d'autre contrat en cours au 31 décembre 2014. La dette financière relative au crédit bail immobilier présente donc un solde nul à la clôture 2014.

6.3.b INFORMATION SUR LA DETTE DE CREDIT BAIL MOBILIER

Valeur résiduelle de la dette à la clôture de l'exercice		270
Echéancier de la dette résiduelle à la clôture de l'exercice :		
	Moins d'un an	121
	De deux à cinq ans	149
	Total	270

6.4. CONTRATS DE LOCATION

- Contrats de location simple

Ces contrats ne font pas l'objet de retraitement dans les comptes consolidés.
Ces contrats concernent d'une part, les locations immobilières du Groupe et d'autre part, les locations de véhicules dont la durée de location est de deux à quatre ans. Pour les locations immobilières, les dispositions générales de ces contrats sont les suivantes : durée de location pour trois ans renouvelables et loyer indexé annuellement sur l'indice INSEE du coût de la construction.
Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges sur la durée du contrat de location.

- Contrats de location financement

Les contrats concernés sont des contrats de crédit-bails immobiliers (terrains et constructions) avec des options d'achat de valeur négligeable, ainsi que des contrats de locations de matériels et véhicules qui répondent à au moins un critère défini par la norme IAS 17.

6.5. INFRASTRUCTURES D'EXPLOITATION (Terrains et Constructions)

Les infrastructures d'exploitation se répartissent comme suit :

(les infrastructures d'exploitation des sociétés mises en équivalence ne sont pas prises en compte)

AGENCES DE NEGOCE							
* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²	bail à construction	superficie en m²
SA SAMSE							
Aix les Bains	7 300	Gap	33 000	Annonay	18 000	Embrun	10 300
Albertville	17 300	Meximieux	56 300	Cluses	19 200	Joyeuse	7 100
Annemasse	600	Modane	7 400	Crolles	7 200	Vienne	16 800
Aubenas	24 800	Saint Martin d'Hères	47 900	Echirolles (CAREO)	3 000		
Barcelonnette	15 800	Veynes	9 000	Gap (CAREO)	2 400		
Bellegarde	12 000			Guillestre	12 000		
Bourg d'Oisans	8 400			Lalevade	6 400		
Bourg Saint Maurice	11 000			Lans en Vercors	3 200		
Briançon	16 200			Montpezat	2 300		
Château Arnoux	4 600			Pontcharra	10 000		
Corbas	22 400			Saint Firmin	5 400		
Digne	13 500			Saint Priest	19 300		
Digne	3 900			Vallon Pont d'Arc	4 500		
La Motte Servolex	14 800						
La Mure	10 000						
Largentière	7 800						
La Tour de Salvagny	19 500						
La Tour du Pin	15 000						
Le Pont de Beauvoisin	13 300						
Le Pouzin	10 000						
Lyon	4 400						
Margencel	12 500						
Moirans	18 700						
Montélimar	17 500						
Moutiers	7 000						
Privas	8 100						
Pusignan	11 000						
Ruoms	8 600						
Saint Etienne de Saint Geoirs	10 000						
Saint Genis Laval	24 400						
Saint Genis Pouilly	16 600						
Saint Jean de Maurienne	9 000						
Saint Julien en Genevois	5 000						
Saint Marcellin	12 300						
Saint Pierre d'Albigny	7 200						
Saint Quentin Fallavier	20 000						
Saint Savin	16 800						
Sallanches	8 800						
Seyne les Alpes	5 200						
Sillingy	31 000						
Sisteron	20 900						
Valence	24 700						
Vif	8 000						
Ville la Grand	19 000						

* Propriété : tènement immobilier dont le Groupe est propriétaire (tènement figurant dans ses actifs).

Tènement mixte : immobilier dont une partie est propriété du Groupe, le reste appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail commercial.

Location simple : tènement immobilier appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail commercial.

Baux à construction : tènement immobilier appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail à construction.

Les superficies exprimées correspondent à la superficie globale des terrains.

INFRASTRUCTURES D'EXPLOITATION DU GROUPE SAMSE

AGENCES DE NEGOCE					
* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²
SAS BLANC MATERIAUX					
		Annot	2 900	Colmars les Alpes	12 300
				La Mure Argens	3 700
SA CHRISTAUD					
Aubenas	1 800			Albertville	300
Beaumont les Valence	3 200			Bourges	3 700
Echirolles	7 100			Clermont Ferrand	4 300
Voglans	4 000			Gap	500
				Irigny	1 400
				Pusignan	2 500
				Seynod	3 000
				Tours	2 500
SAS CELESTIN MATERIAUX					
Bourgoin Jallieu	8 600			Aubenas	3 800
Chassieu	5 600			Beaumont les Valence	4 800
Irigny	7 800			Pusignan	7 700
				St Just St Rambert	2 500
				Vienne	3 000
SA VAUDREY					
				Saint Léonard	2 300
SAS CODIPLAST					
				Avignon	10 600
				La Rouvière	2 800
				Pierrelatte	4 000
				Vinsobres	4 000
SAS BTP DISTRIBUTION					
Haguenau	20 600	Fegersheim	11 500		
Richwiller	16 500				
Woustviller	15 000				
SA BOIS MAURIS ODDOS					
Argonay	41 200	Seyssins	11 400	Briançon	4 000
SAS LES COMPTOIRS DU BOIS ET ASSOCIES					
				Voiron	5 800
SAS REMAT					
		Saint Jean de Moirans	25 000	Saint Quentin Fallavier	5 300
				Voglans	800
SAS SWEETAIR FRANCE					
				Saint Martin d'Hères	600

AGENCES DE NEGOCE

* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²	bail à construction	superficie en m²
SA DORAS							
Corbigny	9 400			Neuilly l'Evèque	4 100	Nevers jonction	3 100
Decize	7 600			Fain les Montbard	12 400		
Moulins Engilbert	5 800			Nuits Saint Georges	10 100		
Cosne sur Loire	8 500			Saint Usage	12 000		
Nevers Saint Eloi	28 400			Chalindrey	6 200		
Saint Satur	5 600			Crottet	9 800		
Chenôve bois	16 400			Chenôve 6	41 500		
Dijon	7 300			Baume les Dames	1 850		
Dole	17 000			Polisot	5 000		
Saint Marcel	19 200			Luxeuil	7 900		
Arbois	13 700			Chenôve 208	7 400		
Besançon	16 300			Noidans les Vesoul	3 300		
Pontarlier	15 400			Semur en Auxois	2 000		
Vesoul	10 300			Torcy le Grand	4 000		
Is sur Tille	14 200			Joigny	7 000		
Sainte Colombe sur Seine	10 400			Molinons	3 700		
Langres	7 450			Remiremont	10 350		
Cluny	9 800			Ronchamp	5 400		
Gueugnon	7 700			Les Voivres	9 100		
Le Creusot	9 000			Toucy	11 800		
Macon	12 500			Ornans	5 500		
Montceau les Mines	24 500			Boz	7 990		
Beaune	23 500			Saulieu	5 263		
Seurre	19 900			Dijon Dr Quignard	14 100		
Verdun sur Doubs	8 000			Tonnerre	7 640		
Béthoncourt	13 400			Rioz	10 457		
Villegusien le Lac	21 760			Saint Dizier	10 614		
Lons le Saunier	38 500						
Delle	8 000						
Paray le Monial	9 150						
Gevrey Chambertin	21 200						
Bourbon Lancy	9 570						
Pont sur Yonne	6 200						
SAS CLEAU							
Dracy le Fort	42 300						
Bourg en Bresse	3 400						
Montceau les Mines	400						
SAS CLAUDE MATERIAUX							
Arcy sur Cure	17 809						
SAS M+ MATERIAUX							
Bergerac	15 000	Sarlat	24 000	Agen	3 600		
Carcassonne	20 700			Agen	13 900		
Castres	7 800			Alès	6 800		
Claira	20 700			Anglet	1 200		
Le Buisson de Cadouin	12 300			Argelès	4 400		
				Aureilhan	5 200		
				Baillargues	15 000		
				Béziers	12 000		
				Biscarosse	5 800		
				Brive	14 200		
				Cabestany	2 800		
				Canhoes	4 000		
				Castanet Tolosan	9 300		
				Castelginest	8 000		
				Colombiers	4 000		
				Cornebarrieu	7 400		
				Dax	4 800		
				Frontignan	4 700		
				Hossegor	3 400		
				Mauguio	1 400		
				Montauban	12 600		
				Montpellier	8 000		
				Montredon	13 000		
				Morcenx	16 700		
				Mouguerre	7 000		
				Nîmes	8 800		
				Paulhan	5 200		
				Périgueux	16 400		
				Portet sur Garonne	7 300		
				Ria	5 300		
				Rodez	6 600		
				Roques	6 500		
				Saillagouse	1 500		
				Saint Alban	3 900		
				Salles	9 100		
				Villeneuve sur Lot	8 000		
				Villeneuve (Pujols)	10 800		
SAS LIGNIERES							
Peyriac-Minervois	5 000			Lézignan-Corbières	9 000		
SARL ISO-NEG							
				Floirac	2 700		
SAS GAMAG							
				Alès	15 200		
				Bemis	10 300		
				Bessèges	2 700		
				Comillon	12 000		
				La Grand Combe	5 700		
				Nozières	18 100		
				Saint Ambroix	13 900		

INFRASTRUCTURES D'EXPLOITATION DU GROUPE SAMSE

MAGASINS DE BRICOLAGE							
* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²	bail à construction	superficie en m²
SAS LA BOITE A OUTILS							
Annecy	17 000	Bassens	18 800	Alès	15 200	Albertville	8 900
Briançon	9 700	Décines	9 500	Annemasse	14 800		
Dijon	19 400	Saint Jean de Moirans	23 500	Aubenas	14 200		
Echirolles	23 500			Bassens (Des Idées)	2 900		
La Tour du Pin	12 400			Drumettaz	4 200		
Le Creusot	11 200			Echirolles (Des Idées)	2 800		
L'Isle d'Abeau	12 000			Gap	8 000		
Mennecy	24 800			Le Pont de Beauvoisin	3 600		
Saint Jean de Maurienne	11 200			Montélimar	15 400		
Saint Martin d'Hères	14 100			Remiremont	5 400		
Sallanches	6 100			Romans	8 000		
Saumur	15 800			Saint Genis Pouilly	2 800		
Thyez	17 800			Saint Julien en Genevois	2 800		
Valence	13 300			Seynod (Des Idées)	2 700		
				Thonon	10 600		

UNITES LOGISTIQUES									
* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²	bail à construction	superficie en m²	crédit-bail	superficie en m²
SA SAMSE									
Brézins	75 800			Argonay	13 500				
SAS LA BOITE A OUTILS									
				Brézins	13 000				
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS									
				Saint Hilaire du Rozier	31 000				
				Vinay/Beaulieu	26 500				
SA CHRISTAUD									
Echirolles (ex LOG-EAU)	1 500								
SAS MAT APPRO									
				Brézins	180				
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ									
				Haguenau	440				
SARL SUD APPRO									
				Potelières	2 100				
SA DORAS									
				Gevrey Chambertin	12 548				

ATELIERS									
* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²	bail à construction	superficie en m²	crédit-bail	superficie en m²
SAS LA BOITE A OUTILS									
Voglans	500			La Frette	1 300				
SAS SWEETAIR FRANCE									
				Grenoble	200				
SARL GET ELECTRIC									
				Grenoble	400				

CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES									
* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²	bail à construction	superficie en m²	crédit-bail	superficie en m²
SARL EPPS									
				Barcelonnette	1 400				
				Cadenet	660				
				Meyreuil	600				
				Mouans Sartoux	290				
				Saint Savin	660				
				Valence	630				
				Aix les Bains	642				
				Beaumont les Valence	465				
				Gap	550				
				La Motte Servolex	463				
				La Mure	467				
				La Tour de Salvagny	223				
				Lyon	240				
				Montélimar	667				
				Pusignan	220				
				Ruoms	657				
				Saint Etienne de Saint Geoirs	360				
				Saint Marcellin	222				
				Sillingy	667				
				Vif	487				
				Vitrolles	760				

CENTRES ADMINISTRATIFS									
* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²	bail à construction	superficie en m²	crédit-bail	superficie en m²
SA SAMSE									
Brézins	12 000			Grenoble	330				
SA DORAS									
Chenôve	1 300								
SAS M+ MATERIAUX									
Claira	1 000								
SA GAMAG									
				Nozières	300				

SIEGE SOCIAL GROUPE									
* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²	bail à construction	superficie en m²	crédit-bail	superficie en m²
SA SAMSE									
Grenoble	21 000								

Le Groupe SAMSE au travers de ses deux activités (négoce de matériaux de construction et bricolage) est propriétaire de **125 points de vente. 131 points de vente** sont en location dans le cadre de baux commerciaux ou de baux à construction.

Les superficies mentionnées ci-après, sont totalement utilisées pour l'exploitation.
Le nombre de points de vente est de **256 dont 223 pour l'activité Négoce et 33 pour l'activité Bricolage**. Au total, cela représente une superficie de **2 769 203 m², dont 2 386 803 m² pour l'activité Négoce et 382 400 m² pour l'activité Bricolage**.

En outre, le Groupe SAMSE dispose de **10 Unités Logistiques** dont la Plate-forme de stockage de Brézins, de **4 Ateliers, de 5 centres administratifs** et d'un **Siège Social** pour une superficie globale de **214 898 m².** Seule la plate-forme de stockage de Brézins fait l'objet d'un contrat de crédit bail (cf. note 6.2.a).

Le Groupe SAMSE dispose également de 21 centrales photovoltaïques réparties sur une surface totale de 11 330 m².

Note 7 - TITRES MIS EN EQUIVALENCE

7.1. VALEUR DES TITRES MIS EN EQUIVALENCE

à l'ouverture de l'exercice		38 410
Augmentations		2 999
Diminutions		1 986
Mouvements de périmètre	Entrées	
Mouvements de périmètre	Sorties	
à la clôture de l'exercice		39 423

7.2. DETAIL DES TITRES MIS EN EQUIVALENCE (1)

	Au 31/12/2014	Au 31/12/2013
PLATTARD (Groupe)	19 853	19 194
SAS MATERIAUX SIMC	10 148	9 415
SA DIJON BETON	2 949	3 056
SAS RG BRICOLAGE	1 318	1 219
SAS DIDIER	1 022	991
SAS DEGUERRY SAMSE	936	885
SAS ZANON TRANSPORTS	932	858
SARL LEADER CARRELAGES	858	784
BOURG MATERIAUX	669	554
SCI ENTREPÔT FROMENT	557	476
SCI CHABER	241	187
SCI LE CARREAU	73	73
SA BLAMAT	53	53
SAS AMEO CONSTRUCTION	-27	2
SAS TARARE MATERIAUX	-159	-94
SCI IMMOBILIERE DIJON		1 048
SCI IMMOBILIERE MENNECY		413
SCI IMMOBILIERE FONTAINE		-1
SAS DEDB (Groupe)		-703
SCI IMMOBILIERE MOISERIE		
SARL CARON		
SCI ESPACE PLUS		
Total	39 423	**38 410**

(1) dont écarts d'acquisition affectés (cf. note 7.4)

7.3. INFORMATIONS GENERALES SUR LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET COENTREPRISES

Toutes les entreprises associées du Groupe sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.
Le Groupe dispose également d'une coentreprise, la société BOURG MATERIAUX. Cette société, consolidée par intégration proportionnelle jusqu'au 31 décembre 2013, a été consolidée par mise en équivalence à compter du 1er janvier 2014 (et de manière rétrospective).
Il n'existe pas de coentreprise significative au niveau du Groupe SAMSE.

Les informations générales sur les sociétés mises en équivalence sont détaillées ci-dessous:

(en milliers d'euros)	% de détention	QP de capitaux propres avant résultat	Résultat de l'exercice	Quote part de résultat	Dividendes ou quote part de résultat reçus	Chiffre d'affaires	Secteur d'Activité	Effectif moyen
				données consolidées				
PLATTARD (Groupe)	33,99	18 384	4 322	1 469	816	152 999	Négoce	421
SAS MATERIAUX SIMC	44,99	9 208	2 089	940	285	136 739	Négoce	527
SA DIJON BETON	23,29	3 056	-460	-107	0	21 569	Négoce	42
SAS DIDIER	25,00	966	223	56	20	13 428	Négoce	49
SAS RG BRICOLAGE	39,98	927	979	391	291	11 835	Bricolage	46
SAS DEGUERRY SAMSE	35,07	821	329	115	66	7 181	Négoce	16
SARL LEADER CARRELAGES	30,00	790	228	68	0	3 783	Négoce	17
SAS ZANON TRANSPORTS	25,00	772	640	160	86	10 725	Négoce	58
SAS BOURG MATERIAUX	50,00	554	230	115	0	12 904	Négoce	18
SCI ENTREPOT FROMENT	40,00	452	262	105	24	1 352	Bricolage	0
SCI CHABER	40,00	187	135	54	0	380	Bricolage	0
SCI LE CARREAU	20,00	60	66	13	12	66	Bricolage	0
SA BLAMAT	34,00	52	2	1	0	514	Négoce	4
SAS AMEO CONSTRUCTION	20,00	2	-145	-29	0	2 480	Négoce	2
SCI ESPACE PLUS	20,00	-9	47	9	9	0	Négoce	0
SAS TARARE MATERIAUX	50,00	-98	-122	-61	0	1 467	Négoce	4

Les deux principales entités du Groupe mises en équivalence sont le Groupe Plattard et la société SIMC. Ces deux entités appartiennent au secteur opérationnel "Négoce". Les éléments financiers de ces deux entités pour les exercices 2014 et 2013, établis en conformité avec les normes IFRS, se résument comme suit :

	Groupe Plattard		SIMC		Autres entités Négoce		Entités Bricolage	
	Au 31/12/2014	Au 31/12/2013	Au 31/12/2014	Au 31/12/2013	Au 31/12/2014	Au 31/12/2013	Au 31/12/2014	Au 31/12/2013
Chiffre d'affaires	152 999	156 511	136 739	130 563	74 051	76 176	13 633	33 202
Résultat opérationnel courant	5 796	7 863	2 809	3 298	1 608	1 257	2 595	729
Résultat net	4 354	6 130	2 088	2 207	970	679	1 442	-372
Autres éléments du résultat global	0	0	-194	-40	7	-8	-3	-4
Résultat global total	4 354	6 130	1 894	2 167	977	671	1 439	-376
Part attribuable aux actionnaires	4 322	6 087	1 894	2 167	977	671	1 439	-362
Part attribuable aux intérêts non contrôlants	32	43	0	0	0	0	0	-14
Actifs non courants	66 138	60 630	20 846	19 201	9 496	9 691	14 787	33 784
Actifs courants (y compris actifs destinés à être cédés)	70 682	67 676	49 459	47 968	32 751	32 053	2 972	17 210
Dettes non courantes	35 331	33 601	21 585	18 866	3 721	3 411	10 322	20 584
Dettes courantes	42 816	37 977	26 979	28 191	16 052	16 165	2 631	24 438
Actifs nets	58 673	56 728	21 741	20 112	22 474	22 168	4 806	5 972
Part attribuable aux actionnaires	58 408	56 470	21 741	20 112	22 474	22 168	4 806	5 890
Part attribuable aux intérêts non contrôlants	265	258	0	0	0	0	0	82
Quote part d'actifs nets à l'ouverture de l'exercice	19 194	17 784	9 048	8 339	5 901	5 855	2 374	3 012
Résultat global total attribuable au Groupe	1 469	2 069	940	993	329	214	263	-335
Dividendes reçus	816	659	285	284	181	168	328	303
Effet de la prise de contrôle DEDB							-459	
Autres mouvements	6							
Quote part d'actifs nets à la clôture de l'exercice	19 853	19 194	9 781	9 048	6 049	5 901	1 850	2 374
Ecarts d'acquisition	0	0	366	366	1 188	1 188	338	338
Titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice	19 853	19 194	10 147	9 414	7 237	7 089	2 188	2 712

7.4. ECARTS D'ACQUISITIONS DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	au 31/12/2014	au 31/12/2013
SAS RG BRICOLAGE	338	338
SA DIJON BETON	435	435
SARL LEADER CARRELAGES	461	461
SAS DIDIER	292	292
SAS MATERIAUX SIMC	366	366
Total	1 892	**1 892**

Note 8 - TITRES DE SOCIETES NON CONSOLIDEES

8.1. INFORMATIONS GENERALES SUR LES TITRES DE SOCIETES NON CONSOLIDEES

(en milliers d'euros)	% de détention	Capitaux propres avant résultat	Résultat net de l'exercice	Valeur comptable brute des titres détenus	Dépréciation des titres	Valeur nette comptable des titres détenus	Juste Valeur des titres détenus	Dividendes reçus	Chiffre d'affaires	Secteur d'activité	Effectif moyen
SA DUMONT INVESTISSEMENT	2,25	41 943	14 064	3 967	0	3 967	4 751	240	2 926	négoce	8
SAS MCD	25,00	77	830	18	0	18	18	800	11 734	négoce	9
DIVERS	0,00	0	0	114	0	114	114	0	0	négoce	0
Total		42 020	14 894	4 099	0	4 099	4 883	1 040	14 660		17

8.2. JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

En fin d'exercice, les titres Dumont Investissement ont été appréciés à leur juste valeur pour un montant de **4 751 milliers d'euros** et la variation nette de juste valeur de l'année a été comptabilisé dans les capitaux propres pour un montant de **-1 866 milliers d'euros.**

Détail de la variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres :

Plus value potentielle au 31 décembre 2013	**2 649**
Juste valeur transférée au compte de résultat / cessions de l'exercice	-2 604
Impact de la réévaluation des titres acquis au 31 décembre 2014	738
Plus value potentielle au 31 décembre 2014	**783**
Variation de la juste valeur des actions DUMONT INVESTISSEMENT sur l'exercice 2014	**-1 866**
Variation constatée dans les capitaux propres	-1 866

Valeur des titres au 01/01/2014	Cessions de titres au cours de l'exercice 2014	Acquisitions de titres au cours de l'exercice 2014	Impact de la réévaluation des titres acquis au 31 décembre 2014	Valeur des titres au 31/12/2014
7 866	-7 356	3 503	738	4 751

Les actions Dumont Investissement sont valorisées selon une méthode fixée par un expert indépendant. La méthode d'évaluation était basée uniquement sur le cours de bourse de la société SAMSE. Elle reposait sur une approche patrimoniale consistant à ajouter aux capitaux propres de la société, la plus-value théorique dégagée entre la valeur comptable des actions SAMSE détenues à l'actif du bilan et leur valorisation telle qu'elle est définie par l'expert indépendant.

La signature de la promesse de vente avec le Groupe CRH intervenue sur septembre 2014 constitue un changement significatif dans l'organisation et les perspectives du Groupe et peut avoir un impact sur la valeur de ses actions. Les modalités d'évaluation ont par conséquent été adaptées. L'expert indépendant a donc redéfini une méthode de valorisation des actions Dumont Investissement qui tient compte de l'alignement progressif du cours de bourse sur la valeur de transaction résultant de l'application de la formule de prix inscrite dans la promesse de vente.
Cette nouvelle méthode repose à la fois sur la valeur du cours de bourse de SAMSE et sur la valeur de transaction au travers de pondérations qui évolueront chaque année afin de rendre compte du rapprochement de la date de réalisation de l'opération. La pondération retenue au 31 décembre 2014 est la suivante:

90% pour le cours de bourse et 10% pour la Formule de Prix.

En application de cette méthode d'évaluation, la valeur de l'action Dumont Investissement ressort ainsi à 112,19 € au 31 décembre 2014.

Au cours de l'exercice 2014, le Groupe SAMSE a cédé 93 045 titres Dumont Investissement. L'impact sur le résultat se détaille comme suit :

(en millions d'euros)	
Prix de vente total	11,3
Juste valeur transférée au compte de résultat	2,6
Valeur nette comptable des titres cédés	-7,4
Impact résultat	**6,5**

L'impact positif de **6,5 millions d'euros** a été enregistré au niveau du poste "Autres produits et charges financiers" du compte de résultat consolidé au 31 décembre 2014.
La vente des titres a permis de financer les acquisitions d'intérêts minoritaires Henry et BOIS MAURIS ODDOS à hauteur de 6 millions d'euros (cf. note 17.7). Les 5,3 millions d'euros de cessions additionnelles, réglés en trésorerie, figurent sur la ligne "Diminution d'immobilisations financières" du tableau des flux de trésorerie.

8.3. EVOLUTION DES TITRES DE SOCIETES NON CONSOLIDEES

Valeur brute	
à l'ouverture de l'exercice	8 009
Augmentations / Acquisitions	3 512
Diminutions / Sorties	7 376
Variation de juste valeur des titres acquis au 31/12/2014 (par capitaux propres)	738
à la clôture de l'exercice	4 883
Dépréciations	
à l'ouverture de l'exercice	0
Dotations	
Reprises	
à la clôture de l'exercice	0
Valeur nette	
à l'ouverture de l'exercice	8 009
à la clôture de l'exercice	4 883

Note 9 - AUTRES ACTIFS FINANCIERS IMMOBILISES

(en milliers d'euros)		Créances sur participation (1)	Autres actifs financiers	Total
Valeur brute				
à l'ouverture de l'exercice		5 754	6 818	12 572
Augmentations / Acquisitions		3 747	33	3 780
Diminutions / Sorties		8 323	243	8 566
Mouvements de périmètre	Entrées		363	363
Virements		450	-4 073	-3 623
à la clôture de l'exercice		1 628	2 898	4 526
Dépréciations				
à l'ouverture de l'exercice			192	192
Dotations				
Reprises				
Mouvements de périmètre	Entrées			0
à la clôture de l'exercice			192	192
Valeur nette				
à l'ouverture de l'exercice		5 754	6 626	12 380
à la clôture de l'exercice		1 628	2 706	4 334

(1) détail des créances sur participations

SAS TARARE MATERIAUX	516
SA DUMONT INVESTISSEMENT	202
SAS BOURG MATERIAUX	900
SCI CHABER	10
Total	1 628

9.1. ANALYSE PAR NATURE D'INSTRUMENTS FINANCIERS

	Valeur nette	
	2014	2013
Actifs financiers disponibles à la vente :		
Titres de participation non consolidés	4 883	8 009
Prêts, créances et dettes émis par l'entreprise :		
Créances sur participations	1 628	5 754
Autres actifs financiers	2 706	6 626
Total	9 217	**20 389**

Au 31 décembre 2014, l'ensemble de ces actifs ne présente pas de risque de non recouvrement.

Note 10 - STOCKS DE MARCHANDISES

(en milliers d'euros)	2014 Valeur brute	2014 Provision	2014 Valeur nette	2013 Valeur brute	2013 Provision	2013 Valeur nette
Marchandises négoce	194 837	12 050	182 787	188 936	11 288	177 648
Marchandises bricolage	56 422	2 270	54 152	40 920	1 831	39 089
Total	**251 259**	**14 320**	**236 939**	**229 856**	**13 119**	**216 737**

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des coûts de transport et d'un coefficient d'approche. Ils sont minorés de l'impact des rabais, remises, ristournes et des escomptes obtenus sur les achats.

Une provision pour dépréciation, effectuée article par article, est calculée en tenant compte du taux de rotation du stock depuis le début de l'exercice et éventuellement de l'obsolescence liée à l'évolution des techniques utilisées.

Note 11 - CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

(en milliers d'euros)	2014 Valeur brute	2014 Provision	2014 Valeur nette	2013 Valeur brute	2013 Provision	2013 Valeur nette
Clients et comptes rattachés négoce	162 067	21 827	140 240	162 890	20 048	142 842
Clients et comptes rattachés bricolage	3 326	215	3 111	2 923	316	2 607
Total	**165 393**	**22 042**	**143 351**	**165 813**	**20 364**	**145 449**

La provision pour dépréciation des comptes clients a fait l'objet pour chaque société du Groupe, d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus.

11.1. BALANCE AGEE DES CREANCES CLIENTS

	Valeur brute 2014	Valeur brute 2013
Non échues	116 737	120 351
Retard n'excédant pas un mois	12 556	13 280
Retard compris entre un et deux mois	6 449	5 682
Retard compris entre trois et cinq mois	4 289	4 270
Au-delà	25 362	22 230
Total	165 393	**165 813**

Les créances clients résultent des ventes réalisées, et sont réparties sur l'ensemble du périmètre du Groupe.
Il n'existe pas de concentration majeure du risque de non recouvrement.
Le Groupe applique cependant une politique de prévention du risque client par un recours à l'assurance crédit et autres formes de garantie.

En règle générale, le Groupe est amené à constater une dépréciation financière pour les retards compris entre trois mois et au-delà.

Le tableau suivant, indique le % de provision constaté sur les retards de paiements considérés :

	2014	2013	% de variation
Créances clients échues depuis 3 mois et au-delà (H.T.)	24 709	22 158	11,51
Provision constatée	22 042	20 364	8,24
% de créances impayées couvertes par provision	89,21	**91,90**	

11.2. PROVISIONS POUR DEPRECIATION

CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		2014		2013
Provisions pour dépréciation en début d'exercice		20 364		**20 458**
Dotations de l'exercice aux provisions		8 126		7 987
Reprises de provisions pour dépréciation :		6 746		8 278
. utilisées (1)	**2 560**		**4 334**	
. non utilisées	**4 186**		**3 944**	
Mouvements de périmètre entrées		298		197
Mouvements de périmètre sorties				
Provisions pour dépréciation en fin d'exercice		22 042		**20 364**

(1) : pertes sur créances irrécouvrables

Note 12 - AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	2014 Valeur brute brute	2014 Provision	2014 Valeur nette nette	2013 Valeur brute brute	2013 Provision	2013 Valeur nette nette
Autres créances négoce (1)	57 419	1 447	55 972	50 816	1 608	49 208
Autres créances bricolage (1)	16 622	6	16 616	11 038	11	11 027
Charges constatées d'avance négoce	1 873		1 873	1 724		1 724
Charges constatées d'avance bricolage	425		425	402		402
Total	76 339	1 453	74 886	**63 980**	**1 619**	**62 361**

(1) Les autres créances de l'exploitation qui représentent un montant global net de : se décomposent de la manière suivante	72 588	60 235
Remises, rabais et ristournes à recevoir	38 169	30 112
Fournisseurs débiteurs	8 017	7 607
Avoirs à recevoir	2 751	2 153
Sommes diverses à recevoir	991	1 093
Créances sur cessions d'immobilisations	1 040	70
Créances de TVA	6 352	5 274
Débiteurs divers	5 128	8 185
Créances sociales	633	676
Etat - impôt sur les sociétés	8 405	4 002
Autres créances fiscales	581	493
Autres créances diverses	521	570

Les autres créances de l'exploitation sont constituées notamment par les remises, rabais et ristournes à recevoir des fournisseurs dont le recouvrement est acquis à ce jour, et qui ne soulevait pas d'interrogation lors de l'arrêté des comptes.

Aucune des autres créances ne présente un risque significatif de non recouvrement ; ce qui explique le faible montant des provisions pour dépréciation.

Note 13 - DISPONIBILITES ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	au 31/12/2014	au 31/12/2013
Valeurs mobilières de placement négoce	15 990	5 309
Valeurs mobilières de placement bricolage	0	0
Disponibilités négoce	39 261	47 166
Disponibilités bricolage	1 813	583
Total	**57 064**	**53 058**

13.1. TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE

	2014	2013
Valeurs mobilières de placement	15 990	5 309
Disponibilités	41 074	47 748
Trésorerie passive	-34 706	-36 344
Total	**22 358**	**16 713**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les comptes bancaires et les soldes de caisse, ainsi que les valeurs mobilières de placement constituées de comptes de dépôt à terme et de sicav monétaires en euros.
Ces valeurs mobilières répondent aux différents critères pour pouvoir être reconnues en équivalents de trésorerie : il s'agit de placements à court terme qui à l'origine ont une échéance inférieure ou égale à trois mois (la durée de placement peut aller jusqu'à 6 mois si tous les autres critères sont respectés), très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.
Les critères d'IAS 7 des placements à court terme sont respectés.

Note 14 - CAPITAUX PROPRES

14.1. COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social entièrement libéré est constitué par 3 458 084 actions de 1 € de valeur nominale chacune.

Nombre d'actions de la société en circulation		
Actions émises	Actions propres détenues	Actions en circulation
3 458 084	10 743	3 447 341

14.2. CAPITALISATION BOURSIERE

Actions émises	Cours de bourse au 31.12.2014	Capitalisation boursière en €
3 458 084	103,01	356 217 233

EVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL AU COURS DES QUATRE DERNIERES ANNEES

	Valeur nominale de l'action en €	Nombre d'actions émises	Nombre d'actions total	Augmentation de capital	Montant du capital social en €
Au 31 décembre 2011	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2012	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2013	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2014	1	0	3 458 084	0	3 458 084

14.3. INTERETS NON CONTROLANTS

	2014	2013
La part hors Groupe dans les réserves représente un montant de :	43 640	41 261
La part hors Groupe dans le résultat représente un montant de :	3 727	5 074
Total	47 367	46 335

Les intérêts non contrôlants du Groupe SAMSE sont principalement issus des entités suivantes:

Nom de l'entité	Secteur d'activité	Part détenue par les intérêts non contrôlants (en %)	
		2014	2013
SC INV (Groupe)	Négoce	45,00	45,00
EDB FROMENT	Bricolage	53,08	53,59
COMPTOIR FROMENT	Bricolage	53,08	53,59
BTP DISTRIBUTION	Négoce	45,32	45,32
LA BOITE A OUTILS	Bricolage	6,16	7,17

Les informations financières relatives aux entités mentionnées ci-dessus, préparées en conformité avec les normes IFRS, se résument comme suit :

(données avant élimination interco. avec les autres entités du Groupe)	SC INV (Groupe)		EDB FROMENT		COMPTOIR FROMENT		BTP DISTRIBUTION		LA BOITE A OUTILS	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Chiffre d'affaires	229 044	237 613	13 745	14 095	14 773	14 371	32 185	31 595	261 729	189 389
Résultat opérationnel courant	5 237	7 904	1 181	1 385	1 255	1 226	1 352	1 413	7 378	7 175
Résultat net	2 794	4 567	792	922	843	814	895	941	5 138	4 280
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	1 257	2 055	420	494	447	436	406	426	389	307
Autres éléments du résultat global	-16	11	-1	-2	-2	-1	-11	-2	-198	-66
Résultat global total	2 778	4 578	791	920	841	813	884	939	4 940	4 214
Résultat global total - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	1 250	2 060	420	493	446	436	401	426	376	302
Actifs non courants	67 235	68 385	1 228	1 640	1 707	1 702	1 531	1 475	70 976	66 731
Actifs courants	99 394	99 208	3 838	3 286	3 436	3 262	13 461	13 494	63 003	47 154
Dettes non courantes	32 100	32 501	175	161	223	185	2 247	2 136	26 987	13 195
Dettes courantes	55 949	59 289	2 885	2 776	2 866	3 005	5 859	6 649	44 856	43 367
Actifs nets	78 580	75 803	2 006	1 989	2 054	1 774	6 836	6 184	62 136	57 323
Actifs nets - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	35 361	34 111	1 065	1 066	1 090	951	3 098	2 803	3 828	4 110
Flux de trésorerie généré par l'activité	9 211	10 895	337	1 158	676	1 180	1 148	271	6 550	13 138
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-5 768	-7 825	303	-480	-153	-547	-332	-338	-5 409	-8 104
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-4 240	-3 085	-738	-717	-616	-649	-732	-474	1 563	-6 504
Augmentation ou diminution de la trésorerie	-797	-15	-48	-39	-93	-16	84	-541	2 704	-1 470
Dividendes versés aux intérêts non contrôlants au cours de l'exercice	0	0	401	349	273	252	106	76	135	230

Le périmètre de consolidation du sous-groupe SC INV est indiqué en note 2. La société DORAS représente à elle seule 78% du total bilan, 89% du chiffre d'affaires et 77% du résultat net du sous-groupe SC INV.

14.4. GESTION DU CAPITAL

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capitaux propres solide pour préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché, et faire face au développement futur de l'activité.
Le Groupe porte une attention particulière au rendement des capitaux propres et au niveau des dividendes versés.

Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 6 mai 2014.
Le pourcentage maximum du capital dont le rachat est autorisé est de **10%**.
Le prix d'achat unitaire maximum a été fixé à **130€**.

14.5. ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS

La société a décidé d'attribuer gratuitement le 19 décembre 2011, dans le cadre de l'autorisation conférée au Directoire par l'Assemblée Générale extraordinaire du 17 mai 2011, un total de 9 895 actions ordinaires. Les actions attribuées gratuitement résulteront soit du rachat par la société de ses propres actions, soit d'une augmentation de capital de la société par incorporation de réserves, primes d'émissions ou bénéfices.

Conditions et critères d'attribution définitive des actions :

Le plan d'attribution gratuite d'actions a été ajusté lors de la séance du Directoire du 24 juin 2013.
L'attribution des actions à chaque bénéficiaire ne sera définitive, qu'au terme d'une période d'acquisition d'une durée de vingt-quatre mois, soit jusqu'au 19 juin 2015 et dès lors que le critère de performance mis en place sera atteint.
Ce critère de performance sera atteint si le résultat opérationnel courant du Groupe au titre des exercices considérés est supérieur ou égal à un pourcentage du chiffre d'affaires consolidé.

La provision globale relative à ce plan a été calculée selon la méthode Black et Scholes.

Le critère de performance n'ayant pas été atteint, la provision a été reprise générant un impact positif de 251 milliers d'euros sur le résultat 2014.

Aucun nouveau plan d'attribution n'a été mis en place sur l'exercice.

14.6. TITRES D'AUTOCONTRÔLE

	2014	2013
Nombre d'actions	10 743	104 557
Montant en K€	823	5 770
Valeur d'inventaire :	1 106	**8 086**

Ces titres figurent pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.
Ils sont affectés soit à l'attribution d'actions aux salariés dans le cadre de la participation des salariés, soit à l'animation du marché.
Ces actions auto-détenues n'ont pas droit de vote.

- Le Groupe a mis en œuvre un programme de rachat d'actions depuis le 6 juin 2001. Dans le cadre de l'autorisation qui avait été donnée par l'Assemblée Générale du 6 juin 2001, 3 920 titres ont été acquis.

- Dans le cadre de l'autorisation qui avait été donnée par l'Assemblée Générale du 16 décembre 2003, aucune action n'a été achetée.

- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 19 mai 2006, mis en œuvre dans le cadre d'un contrat de liquidité, conforme à la charte de déontologie de l'AFEI. L'assemblée Générale du 14 mai 2007 a également autorisé le programme de rachat d'actions.
  Au 31 décembre 2006, 1 706 titres ont été acquis. Au 31 décembre 2007, 36 titres ont été acquis. Au 31 décembre 2008, 6 041 titres ont été acquis.

- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 23 mai 2008. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital.
  Au 31 décembre 2008, 41 006 titres ont été acquis.

- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 26 mai 2009. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital.
  Au 31 décembre 2009, 12 021 titres ont été acquis.

- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 27 mai 2010. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital.
  Au 31 décembre 2010, 5 521 titres ont été acquis.

- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 17 mai 2011. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital.
  Au 31 décembre 2011, 24 542 titres ont été acquis.

- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 11 mai 2012. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital.
  Au 31 décembre 2012, 11 123 titres ont été acquis, et 11 820 titres ont été attribués aux salariés au titre d'une distribution d'actions gratuites.

- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 29 avril 2013. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital.
  Au 31 décembre 2013, 10 461 titres ont été acquis.

- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 6 mai 2014. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital.
  Au 31 décembre 2014, 25 674 titres ont été acquis et 24 827 ont été cédés dans le cadre du contrat de liquidité, et 94 661 titres ont été cédés dans le cadre du contrat de rachat.

  L'ensemble de ces cessions d'actions auto-détenues a engendré une plus-value nette globale de **6,1 millions d'euros**, comptabilisée directement dans les capitaux propres consolidés du Groupe sur l'exercice 2014. Cette plus-value est exclusivement issue des cessions réalisées dans le cadre du contrat de rachat (94 661 actions), le prix de vente total s'élevant à **11,2 millions d'euros** pour une valeur nette comptable des actions cédées de **5,1 millions d'euros**.
  L'effet d'impôt lié à cette plus-value a également été enregistré directement en capitaux propres pour un montant de **2,3 millions d'euros**.

14.7. RESERVES ET RESULTATS NETS CONSOLIDES - PART DU GROUPE -

	2014	2013
Réserves	319 976	294 581
Résultat	35 924	29 659
Total	355 900	**324 240**

14.8.a REPARTITION DU CAPITAL ET DROITS DE VOTE (en %)

	2014		2013	
	% du capital détenu	% en droits de vote	% du capital détenu	% en droits de vote
Nominatifs				
- DUMONT INVESTISSEMENT	56,17	59,83	50,41	55,93
- CRH FRANCE DISTRIBUTION	21,13	23,10	21,13	23,45
- CM-CIC INVESTISSEMENT	5,28	5,78	5,28	5,86
- REDWOOD DEVELOPPEMENT	0,00	0,00	2,87	3,19
- DIVERS	3,59	3,90	3,91	4,15
sous total	**86,17**	**92,61**	**83,60**	**92,58**
Porteurs				
- FCP CENTIFOLIA	4,28	2,34	4,28	2,37
- FCP STOCK PICKING FRANCE	1,80	0,98	1,76	0,98
- REDWOOD DEVELOPPEMENT	0,00	0,00	0,16	0,09
- AUTO-DETENTION	0,31	0,00	3,02	0,00
- DIVERS	7,44	4,07	7,18	3,98
sous total	**13,83**	**7,39**	**16,40**	**7,42**
Total	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**

14.8.b REPARTITION DU CAPITAL ET DROITS DE VOTE (en nombre de voix et nombre d'actions)

	2014		2013	
	Actions détenues	Droits de vote	Actions détenues	Droits de vote
Nominatifs				
- DUMONT INVESTISSEMENT	1 942 521	3 785 142	1 743 329	3 486 158
- CRH FRANCE DISTRIBUTION	730 640	1 461 280	730 640	1 461 280
- CM-CIC INVESTISSEMENT	182 725	365 450	182 725	365 450
- REDWOOD DEVELOPPEMENT	0	0	99 292	198 584
- DIVERS	124 062	247 418	135 230	258 573
sous total	**2 979 948**	**5 859 290**	**2 891 216**	**5 770 045**
Porteurs				
- FCP CENTIFOLIA	148 000	148 000	148 000	148 000
- FCP STOCK PICKING FRANCE	62 150	62 150	60 970	60 970
- REDWOOD DEVELOPPEMENT	0	0	5 500	5 500
- AUTO-DETENTION	10 743	0	104 557	0
- DIVERS	257 243	257 243	247 841	247 841
sous total	**478 136**	**467 393**	**566 868**	**462 311**
Total	**3 458 084**	**6 326 683**	**3 458 084**	**6 232 356**

Note 15 - PROVISIONS

15.1. DETAIL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	2014			2013		
	Courant	Non Courant	Total	Courant	Non Courant	**Total**
Provisions pour litiges	768	33	801	918		**918**
Autres provisions pour risques et charges	1 524	1 001	2 525	828	728	**1 556**
Provisions pour retraites et autres obligations		11 477	11 477	89	9 119	**9 208**
Provisions pour restructurations	353		353	610		**610**
Provisions pour impôts		23	23	30	1	**31**
Total	2 645	12 534	15 179	2 475	9 848	**12 323**

Les provisions pour litiges ont fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus. Ces provisions concernent essentiellement des litiges matériaux nés dans l'année.
Les autres provisions pour risques et charges ont été constituées en fonction des risques connus à la date d'arrêté des comptes et des charges futures estimées. Elles sont de nature diverse ; on retrouve notamment des provisions liées à des affaires prud'homales et à des risques et charges de l'exploitation courante.

15.2. EVOLUTION DES PROVISIONS

			Litiges matériaux	Risques et charges	Retraites et autres obligations	Restructurations	Impôts	**Total**
à l'ouverture de l'exercice			918	1 556	9 208	610	31	12 323
Dotations			438	1 554	1 185	80		3 257
Reprises	utilisées		555	591	663	337		2 146
Reprises	non utilisées				13		8	21
Variations de périmètre		Entrées		6	169			175
Variations de périmètre		Sorties						
Ecarts actuariels constatés en capitaux propres					1 591			1 591
Virements								
à la clôture de l'exercice			801	2 525	11 477	353	23	15 179

détail de la provision pour risques et charges :

Provision pour garantie donnée aux clients	740
Provision honoraires sur acquisition de terrains	114
Provision révision de loyers	70
Provision pour travaux	610
Provision pour charges de personnel	282
Provision pour risques sociaux	39
Provision pour risques et charges divers	670

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - des provisions sont constatées lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'un évènement passé et que cette obligation peut être estimée de manière fiable.
Le montant comptabilisé correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture des comptes.

En ce qui concerne la provision pour garantie donnée aux clients sur certains types de produits, celle-ci couvre les risques de retour sur les produits vendus et le remplacement des produits défectueux.
Une provision est constatée également pour faire face aux réclamations des clients sur des produits livrés et installés.

Ces provisions sont calculées à partir d'informations recueillies auprès du service commercial qui recense les réclamations des clients.
Le Groupe comptabilise également des provisions fondées sur des données statistiques établies sur la base de son expérience passée et sur des hypothèses déterminées face au risque attendu sur des produits techniques récents qui peuvent s'altérer plus rapidement que prévu.
C'est notamment le cas pour les installations photovoltaïques vendues par la société SWEETAIR.

15.3. ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET MEDAILLES DU TRAVAIL

A - **PROVISION POUR INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE**

Il n'existe pas, pour la société, de régime de retraite à prestations définies autre que les indemnités légales de départ à la retraite en France.
Les régimes à prestations définies sont comptabilisés au bilan, sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture.
Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges de l'exercice.
La provision pour indemnités de fin de carrière s'élève à **9 866 milliers d'euros au 31 décembre 2014.**

La provision a été calculée selon les paramètres suivants :

. Paramètres économiques

		taux	
augmentation annuelle des salaires :	cadres	2,00%	(2,00% en 2013)
	non cadres	2,00%	(2,00% en 2013)

. Paramètres sociaux

départ à l'initiative du salarié, sauf dérogation individuelle entre 65 et 67 ans pour les cadres et non cadres.
Le taux de charges sociales retenu est de 46% pour l'ensemble des catégories.
Le taux de turnover annuel a été établi par tranche d'âge de la façon suivante :

	cadres	non cadres		cadres	non cadres
activité négoce			activité bricolage		
16 - 25 ans	3,00%	18,00%	16 - 25 ans	0,00%	20,00%
26 - 30 ans	5,00%	17,00%	26 - 30 ans	11,00%	12,00%
31 - 35 ans	7,00%	10,00%	31 - 35 ans	11,00%	12,00%
36 - 40 ans	6,00%	10,00%	36 - 40 ans	4,00%	9,00%
41 - 45 ans	6,00%	10,00%	41 - 45 ans	3,00%	7,00%
46 - 50 ans	5,00%	6,00%	46 - 50 ans	3,00%	8,00%
51 - 55 ans	5,00%	4,00%	51 - 55 ans	4,00%	7,00%
56 - 67 ans	0,00%	0,00%	56 - 67 ans	0,00%	4,00%

Paramètres techniques

La table de survie retenue est la table INSEE SEPT 2013.
La méthode de calcul retenue est la méthode des unités de crédits projetés.
Le taux d'actualisation utilisé est le taux IBOXX € corporate AA 10+.
Le taux retenu s'élève à 1,78 % au 31 décembre 2014 (contre 3,05 % en 2013).

Le Groupe n'a pas couvert l'engagement de retraite par des versements significatifs à un fonds sur l'exercice 2014.

La dotation nette de l'exercice s'élève à **1 952 milliers d'euros**.

Cette charge se répartit de la façon suivante :

	en milliers d'euros
Coût des services rendus	111
Coût de l'actualisation	250
Ecarts actuariels (1)	1 591

(1) Enregistrés directement dans les autres éléments du résultat global.

Sensibilité des hypothèses actuarielles

L'impact d'une variation de - 29 points de base sur le taux d'actualisation générerait une variation de + 3,9 % du montant total de l'engagement.

B - Médailles du travail

Au 31 décembre 2014, cette provision représente un montant de **1 610 milliers d'euros**.

Le calcul de cette provision s'effectue selon les divers paramètres suivants :

Durée de travail

pour l'attribution de la médaille du travail : 20, 30, 35 et 40 ans.

Paramètres

détermination d'un coefficient de mortalité selon la table INSEE SEPT 2013
détermination d'un coefficient de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise
d'après les taux annuels de turnover suivants :

	cadres	non cadres		cadres	non cadres
activité négoce			activité bricolage		
16 - 25 ans	3,00%	18,00%	16 - 25 ans	0,00%	20,00%
26 - 30 ans	5,00%	17,00%	26 - 30 ans	11,00%	12,00%
31 - 35 ans	7,00%	10,00%	31 - 35 ans	11,00%	12,00%
36 - 40 ans	6,00%	10,00%	36 - 40 ans	4,00%	9,00%
41 - 45 ans	6,00%	10,00%	41 - 45 ans	3,00%	7,00%
46 - 50 ans	5,00%	6,00%	46 - 50 ans	3,00%	8,00%
51 - 55 ans	5,00%	4,00%	51 - 55 ans	4,00%	7,00%
56 - 67 ans	0,00%	0,00%	56 - 67 ans	0,00%	4,00%

Le taux de charges sociales retenu est de 46 % pour l'ensemble des catégories.
Le taux d'augmentation annuelle des salaires retenu pour les cadres et les non cadres s'élève à 2 % (contre 2 % en 2013).

15.4. PROVISIONS CARTES DE FIDELITE (PROGRAMME DE FIDELISATION DES CLIENTS)

La carte fidélité est un outil de fidélisation de la clientèle mis en place dans les magasins de bricolage. Au fur et à mesure de leurs achats, les clients obtiennent des points qu'ils peuvent par la suite convertir en bons d'achat.
Règle d'obtention des points : 1 point par tranche de dix euros d'achats.
Validité : date d'émission jusqu'au 31.12 N+2.
Concernant la règle de conversion des points en bons d'achat la valeur des points évolue en fonction des niveaux suivants :

Niveau 0 : de 0 à 199 points, le point n'a pas de valeur.
Niveau 1 : de 200 à 499 points, la valeur du point est de 0,15 €.
Niveau 2 : de 500 à 999 points, la valeur du point est de 0,20 €.
Niveau 3 : + de 1 000 points, la valeur du point est de 0,30 €.
La conversion s'effectue en un seul bon d'achat.

Appréciation de la valeur des points non encore convertis : une remise future potentielle accordée aux clients est calculée sur la base des points acquis sur les cartes. Dès que les points sont convertis en bons d'achat, ces derniers sont immédiatement comptabilisés en réduction des ventes et cette écriture est annulée si les bons d'achats ne sont pas utilisés dans les six mois.
Le calcul de cette remise tient compte d'un taux de déperdition des points, de mutation de points d'un niveau à l'autre et de transformation sur des bases statistiques des trois dernières années.

L'impact de ce programme de fidélisation minore le chiffre d'affaires de l'activité Bricolage de 55 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

Note 16 - IMPOTS SUR LES RESULTATS ET IMPOTS DIFFERES

16.1. DETAIL DE LA CHARGE D'IMPOT

	2014	2013
Charge d'impôt exigible	14 693	15 779
Impôts différés	-1 569	1 413
Total	13 124	**17 192**

16.2. IMPOTS DIFFERES AU BILAN

	2014	2013
Impôts différés actifs	1 576	1 452
Impôts différés passifs	8 410	9 477
Impôts différés nets	-6 834	**-8 025**

Les impôts différés actifs relatifs aux reports déficitaires s'élèvent à 500 milliers d'euros (1 500 milliers d'euros en base) au 31 décembre 2014, contre 71 milliers d'euros au 31 décembre 2013.
Les déficits cumulés n'ayant pas donné lieu à la constitution d'un impôt différé actif s'élèvent à 9 916 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

16.3. IMPOTS DIFFERES

		2014	2013	Variation
IMPOTS DIFFERES ACTIFS				**2014/2013**
à l'ouverture de l'exercice		1 452	**1 638**	**-186**
Produit de l'exercice		2 047	174	1 873
Charge de l'exercice				
Mouvements de périmètre	Entrées	1 409	79	1 330
Mouvements de périmètre	Sorties		9	-9
Virements		-3 332	-430	-2 902
à la clôture de l'exercice		1 576	**1 452**	**124**
IMPOTS DIFFERES PASSIFS				
à l'ouverture de l'exercice		9 477	**8 235**	**1 242**
Produit de l'exercice				
Charge de l'exercice		478	1 587	-1 109
Impacts réserves		1 740	20	1 720
Mouvements de périmètre	Entrées	47	84	-37
Mouvements de périmètre	Sorties		19	-19
Virements		-3 332	-430	-2 902
à la clôture de l'exercice		8 410	**9 477**	**-1 067**
VALEUR NETTE				
à l'ouverture de l'exercice		-8 025	**-6 597**	**-1 428**
à la clôture de l'exercice		-6 834	**-8 025**	**1 191**
Variation nette des impôts différés		1 191	**-1 428**	

16.4. PREUVE D'IMPOT

	2014	2013
Résultat net des sociétés intégrées (hors quote part de résultat - sociétés MEQ -)	36 652	31 770
Impôt exigible	14 693	15 779
Impôts différés	-1 569	1 413
Autres produits reclassés (CIR)		
RESULTAT AVANT IMPOT	**49 776**	**48 962**
Dépréciation des écarts d'acquisition	2 053	1 086
Impact des différences permanentes	272	2 056
Actions gratuites	-251	126
Swaps	168	-144
Reports déficitaires non reconnus sur l'exercice	2 565	512
Consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	-4 810	-1 278
Impact des dividendes	-518	-204
ID sur titres mis en équivalence	399	1 051
Plus value exonérée	-6 567	-54
Quote part de frais sur plus values exonérées	827	6
Quote part des sociétés transparentes mises en équivalence	-17	-20
Effets des bases sans impôt différé	-173	-324
Dépenses de mécénat ouvrant droit à crédit d'impôt	255	336
Impact des réévaluations DEDB (IFRS 3R)	-1 651	
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi	-5 948	-3 795
BASE FISCALE	**36 380**	**48 316**
Taux de l'impôt	33,33	33,33
Contribution sociale (3,3%)	165	265
Contribution exceptionnelle (10,7% du montant de l'IS de la société SAMSE)	483	556
Crédit d'impôt	-169	-214
Contribution de 3% sur les distributions de dividendes	492	477
Divers	28	4
IMPOT THEORIQUE	**13 124**	**17 192**
CHARGE REELLE D'IMPOT	**13 124**	**17 192**
Taux réel de l'impôt	36,07	35,58

16.5. PRINCIPAUX ELEMENTS A L'ORIGINE DES IMPOTS DIFFERES

	2014	2013
Congés payés	9	84
Participation des salariés	-140	-24
Provisions pour indemnités de fin de carrière	636	192
Amortissements dérogatoires, amortissements et provisions à caractère fiscal	-938	-1 246
Organic et taxes sur les grandes surfaces	336	-17
Activation des déficits	296	26
Crédit bail	2 011	-316
Ecart évaluation terrains et constructions	225	232
Autres	-1 244	-355
Total	**1 191**	**-1 424**
Variation des impôts différés actif	124	-186
Variation des impôts différés passif	1 067	-1 242
Total	**1 191**	**-1 428**

	2014	2013
Analyse de la variation nette des impôts différés :		
Charge ou produit d'impôts différés au compte de résultat	1 569	-1 413
Impôts différés sur les écarts d'évaluation des terrains et constructions des sociétés entrées dans le périmètre		-84
Impôts différés sur les entrées ou sorties du périmètre	1 362	89
Impôts différés sur les retraitements impactant les réserves	-1 740	-20
Total	**1 191**	**-1 428**

Note 17 - PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

17.1. DETAIL DES DETTES FINANCIERES

	Valeur bilan au 31/12/2014			Valeur bilan au 31/12/2013		
	non courants	courants	total	non courants	courants	total
Autres emprunts obligataires	701	22	723	827	26	853
Locations financement	149	121	270		1 065	1 065
Emprunts	110 375	52 829	163 204	97 338	49 446	146 784
Engagements de rachat de minoritaires			0	15 878		15 878
Autres financements	2 071	1 965	4 036	2 790	3 481	6 271
Instruments financiers dérivés	243	109	352	127		127
Total des passifs financiers (hors concours bancaires)	**113 539**	**55 046**	**168 585**	**116 960**	**54 018**	**170 978**
Concours bancaires courants		34 706	34 706		36 344	36 344
Total des passifs financiers (avec concours bancaires)	113 539	89 752	203 291	**116 960**	**90 362**	**207 322**

17.2. ECHEANCES DES DETTES COURANTES ET NON COURANTES

	au 31/12/2014 ECHEANCES			au 31/12/2013 ECHEANCES		
	à 1 an au +	1 an à 5 ans	à + de 5 ans	à 1 an au +	1 an à 5 ans	à + de 5 ans
Autres emprunts obligataires	22	701		26	827	
Emprunts et dettes financières	89 730	102 806	10 032	90 336	112 688	3 445
Fournisseurs et comptes rattachés	152 684			145 845		
Autres dettes	75 614			71 043		
Total	318 050	103 507	10 032	**307 250**	**113 515**	**3 445**

17.3. RISQUE DE CREDIT, DE LIQUIDITE ET DE MARCHE (cf. Chapitre **3.4** du présent document)

Le Groupe est normalement exposé aux risques de taux d'intérêt et de liquidité. La gestion de ces risques est centralisée au niveau de la direction administrative et financière.

. Le risque de taux est suivi de manière régulière. Les emprunts souscrits par le Groupe sont libellés en taux fixe et en taux variable.
Les opérations de couverture de taux à la clôture de l'exercice s'élèvent à **25 672 milliers d'euros dont 8 282 milliers d'euros à moins d'un an**.
Ces opérations sont valorisées et contrôlées tous les trimestres (calcul de la valeur de marché des opérations de couverture en application de la norme IAS 39).

. Le Groupe SAMSE est peu exposé au risque de liquidité. Il s'assure que ses lignes de crédit permettent de financer notamment les dépenses d'investissements opérationnels.
Le Groupe dispose notamment d'une centralisation de trésorerie interne et, en fonction des besoins de trésorerie, il peut faire appel à des concours bancaires.
Le montant des découverts autorisés à la clôture de l'exercice s'élève à **137 280 milliers d'euros**.
Les découverts ont été utilisés pour **34 706 milliers d'euros soit en % : 25,28.**

Certains emprunts souscrits par le Groupe sont soumis à des « covenants » susceptibles d'entrainer un remboursement anticipé en cas de non respect.
Les calculs des ratios financiers afférents aux « covenants » sont effectués sur une base annuelle et doivent être respectés au 31 décembre. Le Groupe s'est engagé à respecter le covenant suivant au 31 décembre 2014:

. Endettement global net élargi au crédit bail / Fonds propres. Ce ratio doit être inférieur à **1**.

Au 31 décembre 2014, ce ratio financier est respecté et s'élève à **0,36**.

La dette financière concernée représente 35 135 milliers d'euros à fin décembre 2014 (contre 37 459 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

. Dans le cadre de ses différents programmes d'opérations sur actions propres, le Groupe SAMSE a acquis au cours de l'exercice 25 674 actions et en a cédées 119 488.
Au 31 décembre 2014, le Groupe SAMSE est propriétaire de 10 743 actions propres. A cette date, ces actions sont valorisées à leur valeur historique pour **823 milliers d'euros**. La valeur d'inventaire de ces actions au 31 décembre 2014 est de **1 106 milliers d'euros.**
Les valeurs mobilières du Groupe SAMSE sont représentées essentiellement par des comptes à terme d'une valeur de 15 990 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

. Le Groupe SAMSE est peu exposé au risque de change, et l'ensemble de sa dette financière est libellée en euro.

17.4. CARACTERISTIQUES DES AUTRES FINANCEMENTS A COURT TERME ET DECOUVERTS BANCAIRES

Les autres financements à court terme s'élèvent à **34 706 milliers d'euros** et sont représentés par des découverts bancaires.

17.5. AUTRES EMPRUNTS OBLIGATAIRES

Emprunt émis par la SA Doras et souscrit par les fonds communs de placement :

Montants en milliers d'euros	échéances
22	01/01/2015
701	02/01/2017

17.6. VALORISATION DES SWAPS

La valorisation des SWAPS à la valeur de marché au 31 décembre 2014 a conduit le Groupe à comptabiliser une charge financière de **168 milliers d'euros.**

Le tableau, ci-dessous récapitule par SWAP, l'ensemble des opérations en valeur au 31 décembre 2014.

17.6 VALORISATION DES SWAPS

	Au 31/12/2014	VALORISATION SWAPS 31/12/2014			Au 31/12/2014	Au 31/12/2013
N°SWAP	Capital restant couvert (en €)	Échéance	SAMSE verse	SAMSE reçoit	Valeur de marché en €	Valeur de marché en €
D01	1 000 000	01/10/2015	TF 1,70%	EURIBOR 3M	-9 021	-27 535
D02	400 000	31/12/2015	TF 2,71%	EURIBOR 3M	-5 897	-19 115
R1	946 634	05/11/2017	TF 0,80%	EURIBOR 3M	-14 777	-4 485
30	2 500 000	18/04/2017	TF 1,21%	EURIBOR 3M	-39 564	-51 240
31	2 500 000	15/06/2017	TF 0,95%	EURIBOR 3M	-30 515	-28 652
32	2 750 000	20/09/2017	TF 0,66%	EURIBOR 3M	-24 213	-9 987
33	1 625 000	01/02/2018	TF 0,89%	EURIBOR 3M	-23 056	-15 155
34	2 400 000	01/10/2018	TF 1,00%	EURIBOR 3M	-46 386	-27 996
35	4 500 000	01/07/2019	TF 0,48%	EURIBOR 3M	-43 107	
36	2 550 000	28/03/2019	TF 1,09%	EURIBOR 3M	-56 312	
37	4 500 000	25/04/2019	TF 1,70%	EURIBOR 3M	-59 107	
	25 671 634		**TOTAL**		-351 955	**-184 165**

17.7. RACHAT DE MINORITAIRES

Au 31 décembre 2014, il n'existe plus d'engagement de rachat de minoritaires.
Sur l'exercice 2014, et dans le cadre des engagements de rachat de minoritaires concernant les sociétés Pierre Henry et Fils et GAMAG, le Groupe a pris des compléments de participations s'élevant respectivement à 25,1% et 38,59%. A l'issue de ces deux opérations, le Groupe dispose de 100% du capital de ces deux entités.

. Engagement de rachat de minoritaires de la société Pierre Henry et Fils

Cet engagement est traité comptablement selon la méthode du "goodwill en cours", l'option accordée ayant été émise avant la date de première application de la version révisée d'IAS 27. Cette dernière a été exercée le 28 octobre 2014. Les impacts dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2014 peuvent se résumer ainsi :

(en milliers d'euros)	
Annulation de la dette liée à l'engagement de rachat	-15 803
Reprise des intérêts non contrôlants de la période	-326
Prix d'acquisition des 25,1%	14 252
Ajustement de l'écart d'acquisition "Henry"	-1 877

Consécutivement au dénouement de l'opération, l'écart d'acquisition "Henry" s'établit à 13 638 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

. Rachat d'intérêts minoritaires sur la société BOIS MAURIS ODDOS

Fin octobre 2014, le Groupe a racheté l'ensemble des intérêts minoritaires (représentant 9,37% du capital) relatifs à la société BOIS MAURIS ODDOS.
Les effets sur les comptes consolidés sont résumés ci-après :

(en milliers d'euros)	
Part des intérêts non contrôlants reprise	185
Prix d'acquisition des 9,37%	-2 924
Impact comptabilisé en capitaux propres (part Groupe)	-2 739

Les deux opérations mentionnées ci-dessus (levée de l'option "Henry" et rachat des minoritaires BOIS MAURIS ODDOS), représentant un prix d'acquisition global de 17,2 millions d'euros, ont été financées par les cessions d'actions auto-détenues et de titres DUMONT INVESTISSEMENT intervenues au cours de l'exercice 2014 (cf. notes 8.2 et 14.6).

. Rachat d'intérêts minoritaires sur la société LA BOITE A OUTILS

L'opération se détaille de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	
Part des intérêts non contrôlants reprise	616
Prix d'acquisition des 1,01%	-767
Impact comptabilisé en capitaux propres (part Groupe)	-151

. Engagement de rachat de minoritaires de la société GAMAG

Le rachat des titres complémentaires n'a pas engendré d'impact significatif sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2014.

17.8. ENCOURS DES DETTES FINANCIERES

	au 31 décembre 2014				au 31 décembre 2013			
	A 1 an au +	1 an à 5 ans	Au delà	Total	**A 1 an au +**	**1 an à 5 ans**	**Au delà**	**Total**
Passifs financiers	89 752	103 507	10 032	203 291	90 362	113 515	3 445	207 322
Taux fixe	38 095	67 423	4 297	109 815	37 834	87 486	3 376	128 696
Taux variable	51 657	36 084	5 735	93 476	52 528	26 029	69	78 626
Position nette avant gestion	51 657	36 084	5 735	93 476	52 528	26 029	69	78 626
Hors bilan (swaps de taux)	8 282	-17 353	37	25 672	5 300	13 375		18 675
Position nette après gestion	43 375	18 731	5 698	67 804	47 228	12 654	69	59 951

Une hausse des taux d'intérêts de 1 % majorerait le coût de l'endettement du Groupe SAMSE de 434 milliers d'euros.

17.9. DETERMINATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

	2014	2013
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		
Autres emprunts obligataires	701	827
Emprunts et dettes	162 841	146 386
Intérêts courus sur dettes et agios bancaires	386	425
Dettes relatives au crédit bail	270	1 065
Dettes rattachées à des participations **(1)**	1 958	2 631
Dettes diverses	2 429	3 766
Engagements de rachat de minoritaires		15 878
Total	**168 585**	**170 978**
ENDETTEMENT FINANCIER NET		
Emprunts et dettes financières	168 585	170 978
Trésorerie nette	22 358	16 713
Total	**146 227**	**154 265**
VALEUR NETTE AU BILAN		
Dettes à long terme	113 539	116 960
Dettes à court terme	89 752	90 362
Total des dettes	203 291	207 322
Disponibilités et Equivalents de Trésorerie	57 064	53 057
ENDETTEMENT FINANCIER NET	**146 227**	**154 265**
(1) Détail des dettes rattachées à des participations		
RG bricolage	1 521	
SCI Entrepôt Froment	437	
Total	1 958	

Note 18 - FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

	Au 31/12/2014	Au 31/12/2013
Fournisseurs négoce	119 568	117 978
Fournisseurs bricolage	33 116	27 867
Total	152 684	**145 845**

Note 19 - AUTRES DETTES D'EXPLOITATION

	Au 31/12/2014	Au 31/12/2013
Dettes fiscales et sociales négoce	46 733	45 682
Dettes fiscales et sociales bricolage	18 590	16 288
Dettes sur immobilisations négoce	697	567
Dettes sur immobilisations bricolage	427	541
Autres dettes négoce	6 902	5 870
Autres dettes bricolage	139	104
Produits constatés d'avance négoce	132	176
Produits constatés d'avance bricolage	1 994	1 815
Total	75 614	**71 043**

Note 20 - CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE

20.1. DETAIL DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Au 31/12/2014			Au 31/12/2013		
	Négoce	Bricolage	Total	Négoce	Bricolage	Total
Ventes de marchandises	936 325	222 230	1 158 555	929 335	198 855	1 128 190
Camionnages et prestations de services	25 790	10 040	35 830	25 128	9 449	34 577
Intérêts des créances commerciales	20		20	55		55
Frais fixes de facturation	1 231		1 231	1 176		1 176
Total	**963 366**	**232 270**	**1 195 636**	**955 694**	**208 304**	**1 163 998**

20.2. AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE

	Au 31/12/2014			Au 31/12/2013		
	Négoce	Bricolage	Total	Négoce	Bricolage	Total
Produits divers	24		24	61		61
Crédit d'impôt recherche						
Total	**24**	**0**	**24**	**61**	**0**	**61**

20.3. EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITE

			% d'évolution 2014/2013	
	2014	2013		
			à périmètre "non comparable"	à périmètre "comparable"
Négoce	963 366	955 694	**0,80**	**-0,41**
Bricolage	232 270	208 304	**11,51**	**-3,81**
Total	1 195 636	**1 163 998**	**2,72**	**-1,01**

Le chiffre d'affaires à périmètre "non comparable" est le chiffre d'affaires réel du Groupe publié.

Pour mesurer sa croissance organique, le Groupe utilise la notion de "comparable" qui consiste à retraiter le chiffre d'affaires des effets de variations de périmètre significatives intervenues au cours des années 2013 et 2014.

Note 21 - CHARGES DE PERSONNEL

21.1.a FRAIS DE PERSONNEL PAR ACTIVITE

	2014	2013
Négoce	133 882	131 089
Bricolage	44 918	39 834
TOTAL	178 800	170 923

21.1.b CHARGES PRISES EN COMPTE DANS LES FRAIS DE PERSONNEL

	Actions gratuites		Participation des salariés		Abondement FCP	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Négoce	-251	126	888	843	1 729	1 409
Bricolage	0	0	290	709	717	405
TOTAL	-251	126	1 178	1 552	2 446	1 814

21.1.c EVOLUTION DES FRAIS DE PERSONNEL

voir à côté

	2014	2013	% d'évolution 2014/2013	
			à périmètre non comparable	à périmètre comparable
Négoce	133 882	131 089	2,13	0,78
Bricolage	44 918	39 834	12,76	2,01
TOTAL	178 800	170 923	4,61	1,07

A la suite de la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, le Groupe a enregistré un produit de 5 948 milliers d'euros 31 décembre 2014 (3 795 milliers d'euros au 31 décembre 2013). Ce dernier a été comptabilisé en diminution des charges de personnel.

21.2. DETAIL DES EFFECTIFS MOYENS PAR ACTIVITE INTEGREE

SOCIETES	2014	2013
NEGOCE	**3 335**	**3 240**
SA SAMSE	1 542	1 467
SA DUMONT INVESTISSEMENT	8	8
SA DORAS	707	698
SAS OUTIMAT B.T.P.	8	6
SAS BLANC MATERIAUX	16	16
SA CHRISTAUD	57	57
SAS CELESTIN MATERIAUX	43	41
SAS CO-DI-PLAST	17	
SA VAUDREY	5	6
SAS BTP DISTRIBUTION	49	44
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	13	14
SAS BOIS MAURIS ODDOS	87	83
SAS REMAT	32	34
SAS MAT APPRO	5	6
PIERRE HENRY ET FILS (GROUPE)	72	73
SARL GET ELECTRIC	9	7
SAS ROGER CLEAU	61	65
M+ (GROUPE)	541	432
GAMAG (GROUPE) - fusion avec SAMSE sur 2014		120
SAS CLAUDE MATERIAUX	10	10
SWEETAIR (GROUPE)	53	53
BRICOLAGE	**1 394**	**1 227**
SAS LA BOITE A OUTILS	1 204	1 100
DEDB (GROUPE) - prise de contrôle sur l'exercice 2014	23	
SAS ENTREPOT DU BRICOLAGE FROMENT	59	60
SAS COMPTOIR FROMENT	65	65
SAS ENTREPOT DU BRICOLAGE AUBENAS	43	2
TOTAL	**4 729**	**4 467**

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE

	2014	2013
Employés et Ouvriers	3 216	2 972
Techniciens, Agents de maîtrise	894	889
Cadres	619	606
TOTAL	**4 729**	**4 467**

Note 22 - CHARGES EXTERNES

	2014	2013	% de variation à périmètre non comparable	% de variation à périmètre comparable
Sous traitance générale	5 266	4 864	8,26	5,69
Locations et transport de biens	30 109	28 263	6,53	-1,14
Entretiens et réparations	12 033	11 763	2,30	-0,61
Primes d'assurance	3 764	3 717	1,26	-0,30
Services extérieurs divers	1 669	1 432	16,55	9,15
Personnel extérieur à l'entreprise	6 421	5 917	8,52	5,68
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 918	4 161	18,19	12,16
Publicité, publications et relations publiques	13 642	11 737	16,23	11,17
Déplacements, missions et réceptions	5 033	5 129	-1,87	-5,03
Frais postaux et télécommunications	2 871	2 815	1,99	0,75
Services bancaires et assimilés	1 449	1 391	4,17	0,86
Autres services	1 571	983	59,82	17,09
	88 746	**82 172**	**8,00**	**2,56**

Note 23 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

	2014		2013	
	dotations	reprises	dotations	reprises
Dotations pour dépréciation des immobilisations incorporelles			15	
Reprises de provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles				
Dotations pour dépréciation des immobilisations corporelles			2	
Reprises de provision pour dépréciation des immobilisations corporelles		168		81
Net		**168**		**64**
Dotations pour dépréciation des stocks	12 658		11 550	
Reprises de provision pour dépréciation des stocks		12 079		10 667
Net	**579**		**883**	
Dotations pour dépréciation des créances	8 377		8 240	
Reprises de provision pour dépréciation des créances		6 818		8 290
Net	**1 559**			**50**
Dotations aux provisions pour risques et charges	2 626		2 484	
Reprises de provisions pour risques et charges		1 976		2 173
Net	**650**		**311**	
Dépréciations des écarts d'acquisition **Net**	**2 053**		**1 086**	
Divers **Net**				
Total	25 714	21 041	23 377	21 211
Total Net	4 673		**2 166**	

La variation globale des dotations aux provisions et dépréciations nettes entre 2014 et 2013 provient :

des dépréciations nettes :	
des immobilisations incorporelles et corporelles	-104
des stocks de marchandises	-304
des créances	1 609
des provisions pour risques et charges	339
des écarts d'acquisition	967
des provisions diverses	
Total Net	2 507

Note 24 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES DE L'EXPLOITATION COURANTE

	2014		2013	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits de cession d'actifs	2 536		535	
Autres produits opérationnels	6 549		7 488	
VNC des éléments d'actifs cédés		2 078		467
Autres charges opérationnelles		6 438		8 091
Total	**9 085**	**8 516**	**8 023**	**8 558**
Net	**569**			**535**

Note 25 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

	2014		2013	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Cessions d'actifs corporels	670		7 750	
VNC des éléments d'actifs cédés		529		6 884
Autres produits et charges opérationnels		724		1 299
Total	**670**	**1 253**	**7 750**	**8 183**
Net		**583**		**433**

Note 25 · AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Passage du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel

	2014	2013
Résultat opérationnel courant	45 613	**50 926**
Détail des autres produits et charges opérationnels :		
Produits de cession de l'actif immobilier	670	7 750
VNC des éléments de l'actif immobilier cédés	-529	-6 884
Dépréciations immobilières	-1 702	
Produit de réévaluation du sous-groupe DEDB	1 651	
Badwill rapporté au résultat		
Charges liées à des restructurations		-656
Autres charges	-673	-643
Résultat opérationnel	45 030	**50 493**

Note 26 - PRODUITS DE TRESORERIE ET D'EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	2014	2013
Produits de valeurs mobilières de placement et autres créances	589	653
Autres produits	0	0
Total	589	**653**

Note 27 - COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

	2014	2013
Intérêts et charges assimilées sur emprunts auprès des établissements de crédit		
	4 028	4 220

Note 28 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

	2014		2013	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Reprise de provisions financières				7
Produits des participations		1 040		720
Produits de cession de titres non consolidés				
Produits de cession des immobilisations financières (1)		13 923		163
VNC des titres cédés non consolidés				
VNC des immobilisations financières cédées (1)	7 356		115	
Autres produits divers		543		1 270
Autres charges diverses	171		4	
Dotations aux dépréciations financières			7	
Différences positives de change		235		87
Différences négatives de change	29		85	
Total	7 556	15 741	**211**	**2 247**
Net		8 185		**2 036**

(1) : les opérations de cession d'immobilisations financières comprennent exclusivement les ventes de titres Dumont Investissement intervenues au cours de l'exercice 2014. Ces ventes ont généré un impact de +6,5 millions d'euros sur le résultat (cf. note 8.2).

Note 29 - FORMATION DU RESULTAT FINANCIER

			% de variation
	2014	2013	
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	589	653	-9,80
Coût de l'endettement financier brut	-4 028	-4 220	-4,55
Coût de l'endettement financier net	-3 439	**-3 567**	**-3,59**
Autres produits et charges financiers	8 185	2 036	302,01
RESULTAT FINANCIER	4 746	**-1 531**	-

Note 30 - CHARGE D'IMPOTS

	2014	2013
Charges d'impôt social	14 693	15 779
Impôts différés	-1 569	1 413
Total	13 124	**17 192**

Note 31 - QUOTE-PART DE RESULTAT NET DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	2014	2013
PLATTARD (groupe)	1 469	2 069
SAS MATERIAUX SIMC	940	1 013
SAS RG BRICOLAGE	391	375
SAS ZANON TRANSPORTS	160	136
SAS DEGUERRY SAMSE	115	119
SCI ENTREPOT FROMENT	105	89
SAS BOURG MATERIAUX	115	85
SCI CHABER	54	53
SARL LEADER CARRELAGES	68	34
SAS DIDIER	56	33
SCI IMMOBILIERE DIJON	5	15
SCI MENNECY	13	13
SCI LE CARREAU	13	12
SCI ESPACE PLUS	9	10
SAS AMEO CONSTRUCTION	-29	2
SA BLAMAT	1	1
SCI IMMOBILIERE FONTAINE	-1	-1
SCI IMMOBILIERE MOISERIE	-1	-1
SAS TARARE MATERIAUX	-61	-85
SA DIJON BETON	-107	-118
DEDB (groupe) (1)	-316	-891
Total	2 999	**2 963**

(1) Le résultat de l'exercice 2013 a été impacté de manière significative par les frais liés aux ouvertures des magasins. Sur l'exercice 2014, la quote-part de résultat mise en équivalence correspond à la période du 1er janvier au 14 mars, le Groupe ayant pris le contrôle de DEDB à cette date.

Note 32 - RESULTAT PAR ACTION

	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation
Nombre d'actions à l'ouverture de l'exercice	3 458 084	104 557	3 353 527
Ventes d'actions propres en cours d'exercice		-93 814	93 814
Nombre d'actions à la clôture de l'exercice	3 458 084	10 743	3 447 341
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation en fin d'exercice			**3 368 801**
Résultat net - part attribuable aux actionnaires de la société SAMSE - (en €)			**35 923 943**
Résultat par action			**10,66**

	Actions en circulation	Dilution	Nombre de titres
Nombre moyen pondéré et dilué de titres	3 368 801	0	**3 368 801**
Résultat dilué par action			**10,66**

Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'action qui, au dénominateur, rajoute au nombre basique d'actions, le nombre d'actions potentielles qui résultera des instruments dilutifs (stock-options et actions gratuites) déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix du marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés. Le prix du marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.
Les fonds recueillis à l'exercice des options sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation en fin d'exercice a été obtenu de la manière suivante :

	Avant pondération	Pondération calculée au prorata temporis	Après pondération
Achats d'actions propres en cours d'exercice	-93 814	-78 540	-15 274

Note 33 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

A - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU PERIMETRE DU GROUPE CONSOLIDE

I - ENGAGEMENTS DONNES	2014	2013
Engagements de prise de participations (45% du sous-groupe SC INV)	36 585	**0**
Total	0	**0**

B - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU FINANCEMENT DE LA SOCIETE

I - ENGAGEMENTS DONNES			2014	2013
Obligations en matière de location-financement immobilier				
crédit-bail	date	échéance		
	30/12/2002	30/09/2014	0	527
	30/12/2005	30/09/2014	0	490
		Total	0	**1 017**
Obligations en matière de location-financement mobilier				
Divers financements de véhicules et matériels			270	**60**
Contrats de location simple				
Véhicules			8 246	**7 825**
Garanties financières				
Cautions bancaires sur prêts et découverts			704	**2 117**
II - ENGAGEMENTS RECUS				
Ligne de crédit reçue et non utilisée			0	**0**

C - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES DE LA SOCIETE

I - ENGAGEMENTS DONNES	2014	2013
Compromis d'achat immobilier		
Terrains	518	181
Ensembles immobiliers	4 507	1 500
Total	5 025	**1 681**
Cautions données dans le cadre de l'exploitation		
Cautions douanières et diverses	21	**18**
Indemnités de résiliation de convention de rémunération	183	**294**
II - ENGAGEMENTS RECUS		
Compromis de vente immobilier		
Ensembles immobiliers	2 410	510
Indemnités d'expropriation et de transfert d'activité	0	0
Total	2 410	**510**

Note 34 - INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les parties liées sont :

. la société mère du groupe (Dumont Investissement),
. les entités qui exercent un contrôle conjoint ou une influence notable,
. les entreprises associées,
. les co-entreprises,
. les membres du comité de direction.

Les opérations effectuées avec les filiales intégrées globalement sont éliminées.
Seules subsistent dans les comptes consolidés les opérations effectuées avec les sociétés mises en équivalence et les sociétés avec lesquelles le Groupe a un lien de participation. Ces opérations sont considérées comme des opérations effectuées avec des tiers.

	TRANSACTIONS		
Informations (en milliers d'euros)	Entités mises en équivalence	Autres parties liées	Dumont Investissement
Produits	18 319	0	0
Charges	11 555	0	2 342
Créances rattachées à des participations	1 426	0	202
Dettes rattachées à des participations	1 958	0	0
Comptes courants intra-groupe :			
Actifs	1 927		11
Passifs	686		1 019

D'une manière générale, les transactions réalisées avec les entités liées sont effectuées selon des conditions de marché.

La société DUMONT INVESTISSEMENT a des membres du " key personnel " commun avec l'émetteur.

Les comptes du Groupe sont intégrés dans les comptes consolidés établis par la SA Dumont Investissement, société mère du Groupe SAMSE.
Siège social : 2, rue Raymond Pitet - 38 100 Grenoble
N° Siren : 345 287 734
Date de clôture : 31/12/2014

	2014
Le chiffre d'affaires social réalisé par l'ensemble des sociétés opérationnelles détenues par le Groupe représente un montant global de :	**1 709 991**
Le passage du social au consolidé s'explique de la manière suivante :	
Elimination du CA des sociétés mises en équivalence	379 471
Retraitement IFRIC 13	-55
Elimination des opérations réciproques réalisées entre les sociétés consolidées	134 829
Total	1 195 636

REMUNERATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Cette information figure dans le Rapport de Gestion - Chapitre 3.6 - du présent document.

Note 35 - INSTRUMENTS FINANCIERS

A . INSTRUMENTS FINANCIERS INSCRITS AU BILAN (en milliers d'euros)

	Au 31/12/2014		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participations	4 883	4 883	4 883			
Autres actifs financiers non courants	4 334	4 334	2 511	1 823		
Clients et comptes rattachés	143 351	143 351		143 351		
Autres actifs financiers courants	74 886	74 886		74 886		
Equivalents de trésorerie	15 990	15 990		15 990		
Trésorerie	41 074	41 074		41 074		
Actifs	284 518	284 518	7 394	277 124	0	0
Passifs financiers non courants	113 539	113 539			113 296	243
Fournisseurs et comptes rattachés	152 684	152 684			152 684	
Autres dettes courantes	75 614	75 614			75 614	
Passifs financiers courants	89 752	89 752			89 752	
Passifs	431 589	431 589			431 346	243

	Au 31/12/2013		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participations	8 009	8 009	8 009			
Autres actifs financiers non courants	12 380	12 380	6 484	5 896		
Clients et comptes rattachés	145 449	145 449		145 449		
Autres actifs financiers courants	62 361	62 361		62 361		
Equivalents de trésorerie	5 309	5 309		5 309		
Trésorerie	47 748	47 748		47 748		
Actifs	281 256	281 256	14 493	266 763	0	0
Passifs financiers non courants	116 960	116 960			116 834	126
Fournisseurs et comptes rattachés	145 845	145 845			145 845	
Autres dettes courantes	71 043	71 043			70 990	53
Passifs financiers courants	90 362	90 362			90 362	
Passifs	424 210	424 210			424 031	179

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

. IFRS 7.37a - à la date de clôture, l'analyse des actifs financiers selon leur ancienneté ne fait pas apparaître d'actifs à risque qui n'auraient pas été dépréciés.

. IFRS 7.14 - à la date de clôture, il n'y a pas d'actifs financiers donnés en garantie des passifs.

. IFRS 7.B5g - non appliqué.

. IFRS 7.39a - échéancier des passifs : cf. note 17.2.

B . IMPACT DES INSTRUMENTS FINANCIERS (en milliers d'euros)

	Au 31/12/2014		
	Effets sur le résultat financier	Effets sur les capitaux propres	
		Juste valeur	Autres
Actifs disponibles à la vente		-1 866	
Instruments dérivés	-168		
Equivalents de trésorerie			
Total	-168	-1 866	

	Au 31/12/2013		
	Effets sur le résultat financier	Effets sur les capitaux propres	
		Juste valeur	Autres
Actifs disponibles à la vente		2 230	
Instruments dérivés	144		
Equivalents de trésorerie			
Total	144	2 230	

Note 36 - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDEES (PAR NATURE D'ACTIVITE)

Il convient de rappeler qu'aucun regroupement de secteurs opérationnels n'a été effectué dans le Groupe SAMSE.
Le Groupe prend en compte deux secteurs d'activité distincts : le négoce et le bricolage qui correspondent aux deux secteurs revus par le principal décideur opérationnel.
Les Unités Génératrices de Trésorerie, qui représentent le niveau le plus bas auquel les écarts d'acquisition font l'objet d'un suivi, sont affectées systématiquement au secteur opérationnel dont elles dépendent.
Les tests annuels de dépréciation des écarts d'acquisition sont effectués conformément à la norme IAS 36.

Au 31 décembre 2014, le Groupe est structuré en deux secteurs distincts d'activité :

- le négoce de matériaux de construction
- le bricolage

Les résultats par secteur d'activité pour les exercices clos au 31 décembre sont détaillés ci-après :

	2014			2013		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Chiffre d'affaires	1 056 642	243 808	1 330 450	1 071 241	218 148	1 289 389
inter-secteurs	-123 276	-11 538	-134 814	-115 547	-9 844	-125 391
CHIFFRE D'AFFAIRES	933 366	232 270	1 195 636	955 694	208 304	1 163 998
Résultat Opérationnel Courant	34 909	10 604	45 613	41 222	9 704	50 926
Résultat Opérationnel	33 235	11 795	45 030	40 853	9 640	50 493
Résultat financier	5 163	-417	4 746	-1 359	-172	-1 531
Quote part des résultats des entreprises associées	2 734	265	2 999	3 298	-335	2 963
Impôt			-13 124			-17 192
Résultat net			39 651			34 733

Les autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur sont :

	2014			2013		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Dotations aux amortissements	22 085	6 073	28 158	21 769	5 299	27 068
Dépréciations des écarts d'acquisition	2 053		2 053	1 035	51	1 086
Dépréciations des immobilisations incorporelles			0	15		15
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	-87	-81	-168		-81	-81
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles			0	2		2
Dotations et reprises de provisions pour dépréciation des créances	1 683	-124	1 559	-66	16	-50
Dotations et reprises de provisions pour dépréciation des stocks	355	224	579	1 175	-292	883
Dotations et reprises de provisions diverses	606	44	650	107	204	311

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et passifs sectoriels, ainsi que les acquisitions d'actifs pour les exercices clos le 31 décembre :

	2014			2013		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Actifs	663 425	155 597	819 022	665 386	112 789	778 175
Entreprises associées	37 233	2 190	39 423	35 699	2 711	38 410
Total des actifs	700 658	157 787	858 445	701 085	115 500	816 585
Total des dettes	352 636	102 542	455 178	381 840	64 170	446 010
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	19 585	10 360	29 945	30 078	5 616	35 694

Le Groupe dispose de deux secteurs d'activité qui correspondent aux unités opérationnelles stratégiques. Ces unités offrent des produits et des services distincts et sont dirigées séparément dans la mesure où elles exigent des stratégies d'achat et commerciales différentes.
Les opérations réalisées dans chacun des secteurs présentés du Groupe sont résumées ainsi :

. Négoce de matériaux de construction, qui comprend la distribution de matériaux pour le bâtiment et les travaux publics.
. Bricolage, qui comprend la distribution d'articles de bricolage, de jardinage et de décoration.

Toutes les activités du Groupe ont été regroupées au sein de ces deux secteurs et n'opèrent que sur un seul secteur géographique, la France.

Concernant le niveau d'intégration, chaque secteur correspond à un regroupement d'entités juridiques qui sont chacune dédiées à un et un seul secteur d'activité.
Les méthodes comptables des secteurs présentés sont identiques et les résultats communiqués dans le reporting interne sont arrêtés selon les mêmes méthodes retenues en fin d'exercice, conformément aux normes IFRS appliquées dans le Groupe.
Par conséquent, aucun tableau de rapprochement des données consolidées avec le total des secteurs réconciliés n'est présenté.
La performance est évaluée sur la base du résultat avant impôt du secteur. La Direction Générale utilise le résultat du secteur parce qu'elle juge que cette information est la plus pertinente pour comprendre la performance par rapport à celle d'autres entités intervenant dans ces activités.
Les prix de transferts entre les secteurs sont déterminés dans des conditions de concurrence normale.

Aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé dans les deux secteurs concernés.